

# AVIS

DE LA CHAMBRE DES MÉTIERS



**CHAMBRE  
DES MÉTIERS**  
LUXEMBOURG

**De Partner  
vum Handwierk**

Avis du



CdM/09/09/2024 24-099  
N° dossier parl. : 7932

Amendements parlementaires au projet de loi sur l'exercice des professions libérales des secteurs de la construction et de l'aménagement du territoire et portant modification : 1. de la loi modifiée du 25 février 1979 concernant l'aide au logement; 2. de la loi modifiée du 5 août 1993 concernant l'utilisation rationnelle de l'énergie; 3. de la loi modifiée du 25 juillet 2002 portant création et réglementation des professions de géomètre et de géomètre officiel; 4. de la loi modifiée du 19 juillet 2004 concernant l'aménagement communal et le développement urbain; 5. de la loi du modifiée du 28 octobre 2016 relative à la reconnaissance des qualifications professionnelles; et portant abrogation de la loi du 13 décembre 1989 portant organisation des professions d'architecte et d'ingénieur-conseil.

## Avis complémentaire de la Chambre des Métiers

### Résumé structuré

*La Chambre des Métiers se montre satisfaite du maintien du principe que le recours à l'architecte ou à l'ingénieur-conseil ne soit obligatoire que jusqu'à la phase des autorisations de construire. Le maître d'ouvrage est libre de charger une entreprise de sa confiance, qui n'est pas un membre de l'Ordre, de la direction générale de l'exécution des travaux, y compris l'établissement des plans d'exécution.*

*La Chambre des Métiers salue la précision apportée à la disposition que toute construction "de faible envergure" échappe à l'obligation de faire appel à un architecte ou un ingénieur-conseil pour élaborer le projet. Le seuil du montant estimé, à fixer par règlement grand-ducal, en-dessous duquel une construction est à qualifier de faible envergure est un instrument incitatif entre les mains du Gouvernement pouvant servir une relance et un soutien des activités de construction.*

*La Chambre des Métiers approuve que les associés d'une personne morale, qui est titulaire d'une autorisation d'établissement pour une profession de l'Ordre, ne soient pas à inscrire sur les tableaux de l'Ordre, notamment en raison du fait que 49% des associés peuvent ne pas avoir de lien avec une profession de l'Ordre et leur inscription serait déconcertante.*

*Quant aux personnes morales titulaires d'une autorisation d'établissement pour une profession de l'Ordre, la Chambre des Métiers acquiesce à l'introduction d'une autorisation d'établissement provisoire pour une durée ne dépassant pas six mois en cas de départ d'une personne ayant les qualifications professionnelles requises pour exercer cette profession de l'Ordre. Elle suggère de prévoir également la possibilité du renouvellement de l'autorisation provisoire pour une durée maximale de six mois.*

\* \* \*

Par son courriel du 18 juin 2024, Monsieur le Ministre de l'Economie a bien voulu demander l'avis de la Chambre des Métiers au sujet des amendements parlementaires au projet de loi repris sous rubrique.

Les amendements adoptés par la Commission de l'Economie, des PME, de l'Energie, de l'Espace et du Tourisme donnent une suite à l'avis du Conseil d'Etat du 22 décembre 2023. Ils visent à lever les oppositions formelles du Conseil d'Etat et ils tiennent compte de ses observations d'ordre légistiques.

La Chambre des Métiers prend note des nombreuses clarifications portées au projet de loi par les 39 amendements sous avis, qui pallient les risques d'insécurité juridique mis en exergue par le Conseil d'Etat.

En premier lieu, elle se montre satisfaite que l'article 3, qui définit les cas dans lesquels un recours à un architecte ou à un ingénieur-conseil est obligatoire, soit maintenu dans l'optique initiale des auteurs, à savoir le maintien du principe que le recours à l'architecte ou à l'ingénieur-conseil ne soit obligatoire que jusqu'à la phase des autorisations de construire.

Dans ce contexte, la Chambre des Métiers désapprouve fermement les revendications réitérées de l'Ordre des architectes et des ingénieurs-conseils (ci-après "l'Ordre"), notamment dans ses avis du 9 février 2022 (relatif au projet d'avis initial) et du 31 juillet 2024 (relatif au projet de loi amendé sous rubrique), de rendre le recours à l'architecte ou à l'ingénieur-conseil obligatoire également pour les phases d'exécution (« mission complète » incluant une « mission de contrôle »), à l'exclusion des entreprises de construction.

La Chambre des Métiers ne partage nullement la vision défendue par l'Ordre, tout en soulignant que le maître d'ouvrage doit rester libre de confier la mission de la direction des travaux tant à des entreprises d'exécution ou à d'autres acteurs présents sur le marché de la construction qui ne sont pas inscrits à l'Ordre (p. ex. les gestionnaires de projet) tout en ayant les qualifications techniques pour mener à bien une direction des travaux, qu'aux architectes et ingénieurs-conseils. La Chambre des Métiers estime que cette liberté contractuelle doit rester intacte.

Concernant la mission de l'élaboration des plans d'exécution, la Chambre des Métiers maintient également que les maîtres d'ouvrages ont un intérêt manifeste de confier cette mission à des entreprises de construction qui ont les connaissances approfondies des solutions techniques, des variantes et des matériaux sur le marché et de leurs impacts financiers, temporels et qualitatifs lors de la mise en œuvre.

L'exclusivité revendiquée par l'Ordre risquerait par ailleurs d'engendrer des désavantages notables : mise en danger des emplois auprès des entreprises de construction, frein massif aux efforts de relance du secteur de la construction et désorganisation du secteur. Il importe de souligner par ailleurs que l'intervention de chaque nouvel acteur (obligatoire) dans l'acte de construire renchérit la construction avec comme conséquence in fine une nouvelle poussée du coût du logement.

Partant, la Chambre des Métiers plaide pour le maintien du dispositif actuel qui prévoit que le maître d'ouvrage est libre de charger une entreprise de construction de sa confiance – et donc pas un membre de l'Ordre - de la direction générale de l'exécution des travaux, y compris l'établissement des plans d'exécution.

## **Ad amendement 2**

La Chambre des Métiers salue la précision apportée par l'amendement 2 à l'article 3 (2) comprenant les exceptions au recours obligatoire à l'architecte ou à l'ingénieur-conseil dans la mesure où toute construction "de faible envergure" échappe à l'obligation de faire appel à un architecte ou un ingénieur-conseil pour élaborer le projet. Elle apprécie que cette exception pour construction de faible envergure soit généralisée et ne s'applique plus seulement aux personnes physiques.

La Chambre des Métiers rend cependant attentif que le niveau de ce seuil concernant une construction de faible envergure peut être un instrument incitatif entre les mains du Gouvernement pouvant servir une relance et un soutien des activités de construction. Ainsi, par exemple le seuil en matière de marchés publics pour les marchés de faible envergure est fixé à 79.000 euros<sup>1</sup> hors TVA. Avec l'augmentation récente de ce seuil de 60.000 à 79.000 euros (hausse de 32%), le Gouvernement était d'accord de rattraper en quelque sorte les adaptations qui n'ont pas été faites les années passées. La référence faite à un seuil de 50.000 euros<sup>2</sup> semble aux yeux de la Chambre des Métiers de toute façon trop bas puisque le dispositif actuellement en vigueur<sup>3</sup> concernant la dispense de recourir à un architecte ou à un ingénieur-conseil, prévoit un montant indexé, qui est actuellement de 63.065,97 euros<sup>4</sup>. Partant la Chambre des Métiers plaide en faveur d'un seuil de 79.000 euros hors TVA indexé.

La Chambre des Métiers regrette de ne pas pouvoir faire un commentaire plus circonstancié à ce sujet en raison de l'absence du projet de règlement grand-ducal qui doit fixer le seuil du montant estimé, suivant devis, en-dessous duquel une construction est à qualifier de faible envergure.

---

<sup>1</sup> Règlement grand-ducal du 29 mai 2024 portant modification de l'article 151 du règlement grand-ducal d'exécution modifié du 8 avril 2018 de la loi du 8 avril 2018 sur les marchés publics ; Mém. A226 du 7/6/2024

<sup>2</sup> Document parlementaire n°7932, p. 17 (commentaire des articles) ; n°7932-2, Avis du Conseil de la concurrence, p. 13 ; Procès-verbal de la réunion du 21 mars 2024 de la Commission de l'Économie, des PME, de l'Énergie, de l'Espace et du Tourisme, p. 9

<sup>3</sup> Règlement grand-ducal du 19 février 1990 déterminant le montant des travaux de construction non soumis au recours obligatoire d'un architecte ou d'un ingénieur-conseil en construction, en exécution de l'article 5, alinéa 2 de la loi du 13 décembre 1989 portant organisation des professions d'architecte et d'ingénieur-conseil.

<sup>4</sup> sachant que l'indice général rattaché des prix à la consommation à la base 100 au 1.1.1948 est de 1017,63 au mois d'août 2024

Elle rappelle qu'elle revendique de façon constante que les projets de règlements grand-ducaux soient transmis en même temps que les projets de loi les prévoyant. Cette demande vise à améliorer la transparence et l'efficacité du processus législatif, en permettant aux parties prenantes de mieux comprendre et évaluer les implications des nouvelles réglementations.

### **Ad amendement 3**

L'amendement 3, qui vise l'article 10 du projet de loi (article 4, paragraphe (1), nouveau au niveau du projet de loi amendé), fait à juste titre abstraction de l'obligation d'inscription des associés d'une personne morale, qui est titulaire d'une autorisation d'établissement pour une profession de l'Ordre, sur les tableaux de l'Ordre.

La suppression de l'obligation d'inscription des associés tient compte des observations du Conseil d'Etat. Les auteurs de l'amendement se réfèrent par ailleurs à la modification de l'article 4, point 3°, de la loi modifiée du 2 septembre 2011 réglementant l'accès aux professions d'artisan, de commerçant, d'industriel ainsi qu'à certaines professions libérales, par la loi modificative du 26 juillet 2023, pour justifier l'amendement sous avis. En effet, cette loi modificative du 26 juillet 2023 a supprimé l'exigence d'un lien réel entre l'entreprise et l'associé. Il n'y a donc pas lieu d'inscrire les associés sur les tableaux de l'Ordre.

La Chambre des Métiers salue explicitement cette adaptation importante à ses yeux pour des raisons de cohérence. En effet, l'article 5 (6 nouveau au niveau du projet de loi amendé) prévoit que l'obtention d'une autorisation d'établissement par une personne morale pour une profession de l'Ordre, est soumise à la condition que la majorité des associés doit avoir les qualifications requises pour exercer cette profession de l'Ordre. A contrario, une minorité des associés peuvent être de simples investisseurs, qui peuvent ne pas avoir de lien avec une profession de l'Ordre. Leur inscription sur les tableaux de l'Ordre serait déconcertante. Il n'y a donc pas lieu d'inscrire les associés sur les tableaux de l'Ordre.

La Chambre des Métiers regrette toutefois que l'inscription obligatoire des salariés qui exercent une profession de l'Ordre auprès d'une personne morale mentionnée ci-dessous reste inchangée alors qu'elle avait plaidé dans son avis initial<sup>5</sup> relatif au projet de loi en faveur du maintien du régime de membre facultatif pour les salariés. Elle renvoie à ce sujet à son avis du 14 juillet 2022.

### **Ad amendement 4**

L'amendement 4, qui vise l'article 5 du projet de loi (article 6 nouveau du projet de loi amendé) reformule et précise l'impossibilité pour une personne de détenir des autorisations d'établissement pour des activités incompatibles avec la détention d'une autorisation d'établissement pour une profession de l'Ordre. Les activités incompatibles avec une inscription à l'Ordre explicitement et limitativement énumérées dans le projet de loi initial (disposition non modifiée par les amendements parlementaires) sont les « activités d'administrateur de biens, d'agent immobilier, de promoteur immobilier, d'entrepreneur de construction ou de génie civil, d'installateur chauffage-sanitaire-frigoriste, d'électricien, d'installateur d'ascenseurs, de monte-charges, d'escaliers mécaniques et de matériel de manutention et de charpentier couvreur-ferblantier ».

---

<sup>5</sup> Avis de la Chambre des Métiers du 14 juillet 2022 ; Document parlementaire n°7932/3

Aux yeux de la Chambre des Métiers, l'amplification des activités incompatibles revendiquée par l'Ordre dans son avis complémentaire risque de remettre en question les tenants et aboutissants initiales du projet de loi, qui étaient présentés au niveau du commentaire de l'article 4 du texte initial (devenu article 5 via les amendements parlementaires sous avis) comme suit : « *Aux fins de garantir une sécurité juridique pour les personnes concernées, le législateur établit une liste exhaustive des activités qui sont considérés comme incompatibles avec les professions de l'Ordre.* ». En outre « *Cette incompatibilité ne vise toutefois pas tous les métiers de la construction, mais uniquement les activités qui peuvent présenter un certain risque pour la sécurité des usagers si l'action du concepteur n'est pas guidée par l'intérêt exclusif du client, mais par des considérations de profit personnel.* »<sup>6</sup>.

Quant aux personnes morales, il est encore précisé par l'amendement sous avis que la majorité absolue des titres et des droits de vote attachés aux titres doit être détenue par des personnes ayant les qualifications professionnelles requises pour exercer cette profession de l'Ordre, sauf si la personne morale est déjà titulaire d'une autorisation d'établissement pour une profession de l'Ordre. La Chambre des Métiers comprend pour sa part que l'intention déclarée des auteurs de l'amendement sous avis est de ne pas exclure qu'une société puisse exercer plusieurs professions de l'Ordre. Elle regrette cependant que cet amendement soit difficilement compréhensible sans la lecture des documents parlementaires à ce sujet.

Contrairement aux revendications de l'Ordre, la Chambre des Métiers approuve la formulation de l'article 6 nouveau, alinéa 1, point 3° du projet de loi amendé, impliquant que les associés/actionnaires minoritaires (p.ex. entrepreneurs de construction) ne se voient pas soumis à des critères restrictifs en termes de qualification professionnelle.

La Chambre des Métiers se pose par ailleurs la question de savoir si l'ajout du dernier alinéa, concernant l'octroi d'une autorisation d'établissement provisoire pour une durée ne dépassant pas six mois, ne devrait pas s'appliquer en général aux cas de perte de la majorité des titres et non seulement en cas de départ de la personne ayant les qualifications professionnelles requises pour exercer cette profession de l'Ordre.

En outre, la complexité des changements d'associés ou de cessions de parts sociales peut occasionnellement s'étendre sur une longue période. La Chambre des Métiers suggère donc de prévoir la possibilité du renouvellement de l'autorisation provisoire pour une durée maximale de six mois, à l'instar de la possibilité du renouvellement de l'autorisation provisoire prévue à l'article 29 de la loi modifiée du 2 septembre 2011 réglementant l'accès aux professions d'artisan, de commerçant, d'industriel ainsi qu'à certaines professions libérales.

\* \* \*

---

<sup>6</sup> Document parlementaire n°7932, p. 17 et 18


La Chambre des Métiers ne peut approuver les amendements relatifs au projet de loi initial lui soumis pour avis que sous la réserve expresse de la prise en considération de ses observations ci-avant formulées.

Luxembourg, le 9 septembre 2024

Pour la Chambre des Métiers



Tom WIRION  
Directeur Général



Tom OBERWEIS  
Président



*Dossier suivi par Timon Oesch  
Service des Commissions  
Tel. : +352 466 966 323  
Courriel : toesch@chd.lu*

Monsieur le Président  
du Conseil d'Etat  
5, rue Sigefroi  
L-2536 Luxembourg

Luxembourg, le 14 juin 2024

Objet : **7932** **Projet de loi sur l'exercice des professions libérales des secteurs de la construction et de l'aménagement du territoire et portant modification :**

- 1. de la loi modifiée du 25 février 1979 concernant l'aide au logement ;**
- 2. de la loi modifiée du 5 août 1993 concernant l'utilisation rationnelle de l'énergie ;**
- 3. de la loi modifiée du 25 juillet 2002 portant création et réglementation des professions de géomètre et de géomètre officiel ;**
- 4. de la loi modifiée du 19 juillet 2004 concernant l'aménagement communal et le développement urbain ;**
- 5. de la loi du modifiée du 28 octobre 2016 relative à la reconnaissance des qualifications professionnelles ;**

**et portant abrogation de la loi du 13 décembre 1989 portant organisation des professions d'architecte et d'ingénieur-conseil**

Monsieur le Président,

J'ai l'honneur de vous soumettre ci-après des amendements au projet de loi sous rubrique, adoptés par la Commission de l'Economie, des PME, de l'Energie, de l'Espace et du Tourisme (ci-après « la commission »).

La commission a également fait siennes les propositions d'ordre légistique, formulées dans l'avis du Conseil d'Etat. Ces modifications ne seront pas commentées.

Je joins en annexe, à toutes fins utiles, un texte coordonné du projet de loi qui reprend toutes les adaptations effectuées (ajouts figurant en caractères soulignés, suppressions en barré double, transferts en italique).

## Amendements

### Amendement 1<sup>er</sup> visant l'article 2

Libellé :

« **Art. 2.** ~~Aux fins~~ Pour l'application de la présente loi, on entend par :

- 1° « ministre » : le ministre ayant les autorisations d'établissement dans ses attributions ;
- 2° « Ordre » : l'Ordre des architectes, architectes d'intérieur, architectes-paysagistes, géomètres, ingénieurs-conseils du secteur de la construction et urbanistes/aménageurs ;
- 3° « professions de l'Ordre » : les professions visées à l'article 1<sup>er</sup> ;
- 4° « ~~ressortissant~~ prestataire d'un Etat membre » : la personne physique ou morale qui est établie dans un Etat membre de l'Union européenne, de l'Espace économique européen ou de la Confédération suisse, et qui y exerce légalement une des professions visées à l'article 1<sup>er</sup> ;

~~5° « ressortissant d'un Etat tiers » : la personne physique ou morale qui est établie dans un Etat qui n'est pas membre de l'Union européenne, de l'Espace économique européen ou de la Confédération suisse, et qui y exerce légalement une des professions visées à l'article 1<sup>er</sup> ;~~

~~5°6°~~ « tableaux de l'Ordre » : les tableaux par profession de l'Ordre des personnes physiques et morales inscrites en tant que membre à l'Ordre ;

~~6°7°~~ « registre des prestataires ~~ressortissants~~ d'un Etat membre » : le registre des ressortissants d'un Etat membre qui exercent sur le territoire du Grand-Duché de Luxembourg conformément aux dispositions du ~~Chapitre 8.~~

~~8° « registre des prestataires ressortissants d'un Etat tiers » : le registre des ressortissants d'un Etat tiers qui exercent sur le territoire du Grand-Duché de Luxembourg conformément aux dispositions du Chapitre 8. »~~

*Commentaire :*

L'article 2 définit les notions clefs du texte.

Aux points 4° et 6° de l'énumération projetée, la commission a remplacé le terme de « ressortissant » par celui, plus précis, de « prestataire ».

La commission a supprimé les points 5° et 8° en raison de l'abandon de la possibilité d'effectuer des prestations au Grand-Duché par des prestataires d'un Etat tiers. A ce sujet, la commission renvoie à son commentaire de l'ancien article 35 qu'elle propose de supprimer.

### Amendement 2 visant l'article 3

Libellé :

« **Art. 3.** (1) Toute personne qui entend réaliser, transformer ou démolir une construction ~~doit~~ faire fait appel à un architecte ou à un ingénieur-conseil inscrit à aux tableaux de l'Ordre, ou au registre des prestataires ressortissants d'un Etat membre ~~ou au registre des prestataires ressortissants d'un Etat tiers~~, pour élaborer le projet faisant l'objet d'une autorisation de

construire prévue à l'article 37 de la loi modifiée du 19 juillet 2004 concernant l'aménagement communal et le développement urbain.

Relèvent des attributions de l'architecte, les édifices résidentiels, administratifs, d'enseignement, de recherche, de soins, ainsi que toute autre construction ne comportant pas de problèmes techniques particuliers.

Relèvent des attributions de l'ingénieur-conseil, les routes, voies ferrées, ponts, constructions souterraines, barrages, ouvrages de soutènement, réservoirs, travaux d'alimentation, d'évacuation et de traitement des eaux, d'aménagement des cours d'eaux, réalisations du domaine de l'énergie et des télécommunications.

Relèvent des attributions de l'architecte et de l'ingénieur-conseil, les établissements industriels tels qu'usines, centrales d'énergie, halls et bâtiments agricoles.

(2) L'obligation prévue au paragraphe 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, ne s'applique pas dans les cas suivants :

- 1° réalisation d'une construction de faible envergure dont le montant estimé, suivant devis, ne dépasse pas une somme fixée par règlement grand-ducal ;
- 2° transformation d'une construction pour autant qu'elle ne touche pas aux structures portantes de la construction et qu'elle ne modifie pas la structure ou la dimension du toit et de la façade ;
- 3° démolition d'une construction qui ne touche pas aux structures portantes de constructions attenantes.

(3) Seul l'ingénieur-conseil inscrit à aux tableaux de l'Ordre ou au registre des prestataires d'un Etat membre est en droit de procéder aux calculs de stabilité requis par la loi, par une décision administrative ou par une norme élaborée par un organisme de normalisation reconnu.

~~(4) Le paragraphe 1<sup>er</sup> est sans préjudice d'autres dispositions légales prévoyant le recours obligatoire à un architecte ou à un ingénieur conseil inscrit à l'Ordre, au registre des prestataires ressortissants d'un Etat membre ou au registre des prestataires ressortissants d'un Etat tiers, ou en dispensant. »~~

*Commentaire :*

L'article 3 prévoit le recours obligatoire à un architecte ou à un ingénieur-conseil pour tout projet visant à réaliser, transformer ou démolir une construction. L'article prévoit également les exceptions à cette règle.

Afin de tenir compte des observations du Conseil d'Etat et des amendements effectués à d'autres endroits du dispositif, l'article 3 est à amender.

Au niveau de son premier paragraphe, il y a lieu de tenir compte de la suppression de l'article 35 et de supprimer la référence au registre des prestataires ressortissants d'un Etat tiers.

Les termes insérés au niveau du paragraphe 2, point 1°, ont été proposés par le Conseil d'Etat. Dans son avis, le Conseil d'Etat rappelle, en effet, « que le pouvoir conféré au Grand-Duc par l'article 45, paragraphe 1<sup>er</sup>, de la Constitution ne lui permet pas d'étendre ou de restreindre la portée de la loi » et exprime une proposition de texte.

Au paragraphe 3, la commission a ajouté une précision d'ordre rédactionnel (« inscrit ~~à~~ aux tableaux de l'Ordre ou au registre des prestataires d'un Etat membre »).

La commission a supprimé le paragraphe 4. Elle a fait droit à l'avis du Conseil d'Etat, jugeant superfétatoire cette réserve d'application d'éventuelles lois spéciales. En effet, les lois spéciales dérogent toujours à la loi générale.

Amendement 3 visant l'article 10 (article 4, paragraphe 1<sup>er</sup>, nouveau)

Libellé :

**« Chapitre 3 – ~~Incompatibilités~~ Exercice des professions de l'Ordre »**

Section 1<sup>re</sup> – Inscription à l'Ordre

~~Art. 10~~ **Art. 4.** (1) Sont tenues de s'inscrire à l'Ordre :

1° les personnes morales qui sont titulaires d'une autorisation d'établissement pour une profession de l'Ordre ;

2° les personnes physiques qui sont titulaires d'une autorisation d'établissement pour une profession de l'Ordre et qui exercent cette profession en nom propre ;

3° les ~~associés, mandataires sociaux et salariés~~ qui exercent une profession de l'Ordre pour le compte d'une personne morale visée au point 1° ~~ou 2°~~, au plus tard deux mois à partir de leur inscription au Registre de commerce et des sociétés ;

4° les salariés qui exercent une profession de l'Ordre auprès d'une personne morale visée au point 1° ou auprès d'une personne physique visée au point 2°, au plus tard deux mois à partir de leur entrée en service. (...) »

Commentaire :

L'ancien article 10 précise qui doit s'inscrire à l'Ordre.

Cet article devient le nouvel article 4, paragraphe 1<sup>er</sup>, du dispositif et donc le premier article du chapitre 3. Une renumérotation des articles subséquents s'ensuit. Afin de tenir compte de cette restructuration du dispositif, la commission a donné un nouvel intitulé au chapitre 3, tout en le subdivisant en sections.

L'article lui-même a été amendé. Il s'agit de tenir compte des observations et oppositions formelles, exprimées à deux reprises pour insécurité juridique, du Conseil d'Etat.

Dans son avis, le Conseil d'Etat s'oppose ainsi au point 2°, en contradiction avec l'article 12, paragraphe 1<sup>er</sup>, paragraphe qui prévoit l'inscription d'office de toute personne titulaire d'une autorisation d'établissement pour une profession de l'Ordre.

Une opposition formelle vise également le point 3°, prévoyant l'inscription des personnes qui exercent une profession de l'Ordre pour le compte d'une des personnes visées aux points 1° et 2°. Le Conseil d'Etat souhaite voir précisé « à partir de quel moment » ces personnes sont considérées comme exerçant une profession de l'Ordre. Il ajoute que cette disposition est également en contradiction avec l'article 12 du projet de loi, dont le paragraphe 2, alinéa 2,

point 3°, précise que cette inscription est restreinte aux seuls associés, mandataires sociaux et salariés qui disposent des qualifications requises pour exercer la profession.

Le point 3° est donc précisé dans ce sens (« au plus tard deux mois à partir de leur inscription au Registre de commerce et des sociétés »).

De surcroît, l'obligation d'inscription des associés est supprimée. La commission tient compte de la modification de l'article 4, point 3°, de la loi modifiée du 2 septembre 2011 réglementant l'accès aux professions d'artisan, de commerçant, d'industriel ainsi qu'à certaines professions libérales, par la loi modificative du 26 juillet 2023. Cette loi a supprimé l'exigence d'un lien réel entre l'entreprise et l'associé/actionnaire.

Afin d'améliorer la lisibilité du point 3°, l'inscription des salariés est traitée séparément, dans le point 4° nouveau. Le délai proposé est identique à celui prévu pour les mandataires sociaux. Le délai court cependant à partir de leur entrée en service.

Des paragraphes supplémentaires, formés par l'ancien article 12, seront ajoutés au présent article. A ce sujet, la commission renvoie à ses amendements 10 et 11.

#### Amendement 4 visant l'article 5 (article 6 nouveau)

Libellé :

« **Art. 56.** Sans préjudice des conditions prévues par la loi modifiée du 2 septembre 2011 réglementant l'accès aux professions d'artisan, de commerçant, d'industriel ainsi qu'à certaines professions libérales :

1° une personne physique ou morale ~~ne peut obtenir~~ détentrice d'une autorisation d'établissement pour une activité qui est incompatible, en vertu de l'article ~~4-5~~ ne peut pas détenir une autorisation d'établissement pour une profession de l'Ordre ;

2° une personne physique ou morale détentrice d'une autorisation d'établissement pour une profession de l'Ordre ne peut détenir une autorisation d'établissement pour une activité qui est incompatible en vertu de l'article 5 ;

~~2°-3°~~ 3° une personne morale ne peut obtenir une autorisation d'établissement pour une profession de l'Ordre que pour autant que :

- a) l'exercice de la profession de l'Ordre figure dans son objet social et que l'objet social ne comporte pas des activités qui sont incompatibles, en vertu de l'article ~~45~~, avec l'exercice de la profession de l'Ordre ;
- b) la majorité absolue des titres et des droits de vote attachés aux titres soit détenue par des personnes physiques ayant les qualifications professionnelles requises pour exercer cette profession de l'Ordre ou par une personne morale qui remplit cette condition.

Le point 3°, lettre b), ne s'applique pas à une personne morale qui est titulaire d'une autorisation d'établissement pour une profession de l'Ordre.

Lorsqu'une personne morale ne remplit plus les conditions pour détenir une autorisation d'établissement pour une profession de l'Ordre en raison du départ d'une personne physique visée au point 3°, lettre b), le ministre est informé dans le délai d'un mois. Une autorisation provisoire peut être accordée pour une durée ne dépassant pas six mois pour se mettre en conformité avec les dispositions prévues au point 3°, lettre b). »

*Commentaire :*

L'ancien article 5 met en œuvre les dispositions de l'ancien article 4 (article 5 nouveau) sur les activités incompatibles dans le contexte de la délivrance des autorisations d'établissement.

Dans son avis, le Conseil d'Etat propose de reformuler le *point 1°* de cet article afin qu'il exprime clairement l'intention des auteurs : « empêcher la délivrance d'une seconde autorisation d'établissement portant sur une activité incompatible. ».

Le Conseil d'Etat note encore que ce point va plus loin que l'article 4 (ancien) qu'il entend mettre en œuvre.

La commission a fait sienne la proposition de texte exprimée par le Conseil d'Etat, tout en y apportant deux modifications d'ordre rédactionnel, consistant notamment dans l'adaptation du renvoi intratextuel.

En ce qui concerne l'ancien *point 2°* de l'ancien article 5 et plus précisément sa lettre b), le Conseil d'Etat réserve sa position quant à la dispense du second vote constitutionnel en vue d'obtenir des explications des auteurs justifiant la restriction de la liberté de commerce et du droit d'association instaurée par cette disposition.

La commission a eu explication qu'il n'était pas dans l'intention des auteurs du projet de loi d'exclure, par la condition qu'une personne morale ne puisse obtenir une autorisation d'établissement pour une des professions relevant de l'ordre que si la majorité des titres et des droits de vote est détenue par des personnes ayant les qualifications professionnelles requises pour exercer cette profession, qu'une société puisse exercer plusieurs professions de l'Ordre.

Par conséquent, la commission a ajouté un alinéa qui précise que la lettre b) ne s'applique pas à une personne morale qui est titulaire d'une autorisation d'établissement pour une profession de l'Ordre.

L'alinéa final proposé vise à clarifier le cas où le critère de la majorité absolue n'est plus rempli, par exemple en raison du départ à la retraite d'une personne ayant les qualifications professionnelles requises. Un délai sera alors accordé à cette personne morale pour se remettre en conformité, par exemple par la reprise des parts du retraité par l'associé restant ou par l'intégration d'un nouvel associé.

#### Amendement 5 visant l'article 6 (article 7 nouveau)

*Libellé :*

#### ~~« Chapitre 4 – Assurance~~ Section 3 – Assurance

**Art. 67.** Les personnes physiques ou morales qui sont titulaires d'une autorisation d'établissement pour une profession de l'Ordre, visées à l'article 4, paragraphe 1<sup>er</sup>, point 1° ou point 2°, sont tenues d'assurer leur responsabilité professionnelle, tant contractuelle que délictuelle ou quasi délictuelle, y compris la responsabilité décennale, et celle des mandataires sociaux, ~~associés~~ et salariés. »

*Commentaire :*

Quoique sans observation de la part du Conseil d'Etat, la commission a jugé utile de préciser davantage le libellé de l'ancien article 6.

La suppression du terme « associés » résulte de la suppression de l'obligation d'inscription des associés (voir amendement 3).

Amendement 6 visant l'article 7 (article 8 nouveau)

Libellé :

~~« Chapitre 5 – Formation »~~ Section 4 – Formation

**Art. 78.** Les personnes physiques inscrites à aux tableaux de l'Ordre ~~doivent tenir~~ tiennent à jour leurs connaissances professionnelles.

La formation professionnelle continue permet la mise à jour et le développement des habilités, des connaissances et des compétences professionnelles et déontologiques des personnes physiques inscrites aux tableaux de l'Ordre.

A cet effet, elles suivent des cours de formation professionnelle continue d'une durée d'au moins ~~40~~ quarante heures au cours d'une période de référence de quatre ans.

Les matières de la formation professionnelle continue portent sur :

- 1° la législation relative à la responsabilité civile des professions de l'Ordre, à l'aménagement du territoire, aux autorisations de construire, au patrimoine culturel, à la sécurité et à la santé ;
- 2° les règles professionnelles visées à l'article 12 ;
- 3° la gestion de projets et de bureaux ;
- 4° la planification et la conception de réalisations dans le domaine de la construction et de l'aménagement du territoire ;
- 5° le développement durable et l'économie circulaire ;
- 6° les aspects énergétiques et environnementaux ;
- 7° les outils numériques et les logiciels de la construction ;
- 8° les matériaux et les techniques de la construction ;
- 9° la topographie.

~~La durée, le contenu et les modalités~~ Un contrôle des connaissances des matières de la formation professionnelle continue sont déterminés conformément aux dispositions de l'article 9, paragraphe 2 peut être effectué. »

*Commentaire :*

Dans son avis, le Conseil d'Etat s'oppose formellement à l'article 7 « (é)tant donné que la matière sous revue relève d'une matière réservée à la loi par les articles 35 et 129, alinéa 1<sup>er</sup>, de la Constitution ». Il y a donc lieu de fixer au corps même de la loi « les éléments essentiels et de fixer l'objet et le volume de la formation. ».

En effet, dans sa teneur initiale, l'article se limite à fixer la durée minimale de la formation continue obligatoire, quarante heures endéans quatre ans, et renvoie à un règlement à prendre par l'Ordre (article 9 du projet de loi) pour en fixer les détails (durée effective, contenu, modalités).

Afin de lever cette opposition formelle, la commission a précisé l'objectif de la formation professionnelle et a intégré dans cet article les éléments essentiels, initialement prévus à déléguer au pouvoir réglementaire de l'Ordre. Il s'agit notamment des sujets d'enseignement et de la possibilité de vérifier les connaissances acquises. L'intention du dernier alinéa est de permettre le contrôle des formations effectuées, c'est-à-dire d'assurer qu'un contrôle ne soit pas exclu.

Il va de soi que l'Ordre devra concrétiser bien davantage ce cadre légal, restant somme tout très général, en recourant à son pouvoir réglementaire prévu à ce sujet dans l'ancien article 9, paragraphe 2 (article 12 nouveau).

Amendement 7 visant l'article 9, paragraphe 1<sup>er</sup>, point 5° (article 11, point 5°, nouveau)

*Libellé :*

« 5° tenir les tableaux de l'Ordre et les registres des prestataires des Etats membres, les mettre à jour et en assurer la publication ; »

*Commentaire :*

La commission a corrigé le libellé du point 5°, afin de le conformer à la teneur du dispositif amendé.

Amendement 8 visant l'article 9, paragraphes 2 et 3 (article 12 nouveau)

*Libellé :*

« ~~(2)~~ **Art. 12.** (1) L'Ordre est autorisé à prendre des règlements qui établissent pour les professions de l'Ordre :

1° les règles professionnelles relatives :

- a) à la déontologie entre les membres de l'Ordre et à l'égard des clients et des tiers ;
- b) aux conflits d'intérêt ;
- c) à l'information du public concernant la profession et son activité professionnelle ;

2° ~~la durée, le contenu et les modalités~~ la mise en œuvre de la formation professionnelle continue visée à l'article 8.

Les règlements s'appliquent à toute personne inscrite aux tableaux de l'Ordre et au registre des prestataires d'un Etat membre visé à l'article 51.

Les règlements pris par l'Ordre sont soumis à l'approbation du ministre. En l'absence d'une réaction du ministre endéans un délai d'un mois à partir de la soumission, les règlements sont considérés comme approuvés. ~~et~~

Les règlements sont publiés au Journal officiel du Grand-Duché de Luxembourg.

~~(32)~~ L'Ordre peut prendre des règlements d'ordre intérieur portant sur son organisation interne et son fonctionnement administratif. »



*Commentaire :*

La commission a consacré un article à part au pouvoir réglementaire de l'Ordre. Les anciens paragraphes 2 et 3 de l'article 9 du projet de loi formeront le nouvel article 12.

Dans son avis concernant l'article 9, le Conseil d'Etat s'oppose formellement au point 2° du paragraphe 2 qui permet à l'Ordre de fixer « la durée, le contenu et les modalités de la formation professionnelle continue. ».

Afin de permettre au Conseil d'Etat de lever son opposition formelle, la commission a amendé ce point. Désormais, le pouvoir réglementaire de l'Ordre ayant trait à la formation professionnelle se limitera à la mise en œuvre de l'article 8 amendé.

Concernant les règles professionnelles, le Conseil d'Etat se voit amener à souligner que celles-ci s'appliquent également aux personnes inscrites sur les registres de prestataires. Compte tenu de cette observation du Conseil d'Etat et dans un souci de clarté juridique, la commission a ajouté un alinéa précisant que ces règlements s'appliquent à toute personne inscrite aux tableaux de l'Ordre et au registre des prestataires d'un Etat membre.

Quant à l'approbation des règlements de l'Ordre par le ministre, le Conseil d'Etat rappelle que la nouvelle Constitution (article 129, paragraphe 2, alinéa 1<sup>er</sup>) « ne prévoit plus que la loi puisse conditionner le pouvoir de prendre des règlements qu'elle accorde aux ordres professionnels à une telle approbation du ministre. ». En plus, le Conseil d'Etat ne voit pas de plus-value dans cet alinéa. S'il devait être maintenu, le Conseil d'Etat recommande, d'une part, de fixer un délai pour l'approbation du ministre et, d'autre part, de préciser que passé ce délai, le silence du ministre vaut approbation.

La commission a néanmoins jugé utile d'accorder au ministre un tel droit de regard au préalable. Elle a cependant tenu compte des recommandations afférentes du Conseil d'Etat.

#### Amendement 9 visant l'article 11 (article 9 nouveau)

*Libellé :*

~~« **Art. 11.** (1) L'Ordre établit pour chaque profession de l'Ordre un tableau comprenant trois listes :~~

~~1° la liste I des personnes visées à l'article 10, point 1°;~~

~~2° la liste II des personnes visées à l'article 10, point 2°;~~

~~3° la liste III des personnes visées à l'article 10, point 3°.~~

~~(2) Un règlement grand ducal détermine les informations figurant sur chacune des listes visées au paragraphe 1<sup>er</sup>.~~

#### Section 5 – Tableaux de l'Ordre

**Art. 9.** (1) Les tableaux de l'Ordre affichent pour toute personne morale visée à l'article 4, paragraphe 1<sup>er</sup>, point 1°, y inscrite en tant que membre à l'Ordre :

1° la dénomination de la personne morale ;

- 2° le siège social et l'adresse professionnelle, si celle-ci est différente du siège social, le numéro de téléphone, l'adresse électronique et le site internet ;
- 3° la forme juridique ;
- 4° le numéro du registre de commerce et des sociétés ;
- 5° le numéro de l'autorisation d'établissement ;
- 6° les mandataires sociaux visées à l'article 4, paragraphe 1<sup>er</sup>, point 3°, et les informations figurant au paragraphe 3 du présent article ;
- 7° le cas échéant, les salariés visés à l'article 4, point 4°, et les informations figurant au paragraphe 4 du présent article;
- 8° la date de première inscription aux tableaux de l'Ordre.

(2) Les tableaux de l'Ordre affichent pour toute personne physique visée à l'article 4, paragraphe 1<sup>er</sup>, point 2°, y inscrite en tant que membre à l'Ordre :

- 1° les coordonnées personnelles dont les noms et prénoms, l'adresse professionnelle, le numéro de téléphone, l'adresse électronique et le site internet ;
- 2° le numéro de l'autorisation d'établissement ;
- 3° le cas échéant, les salariés visés à l'article 4, paragraphe 1<sup>er</sup>, point 4°, et les informations figurant au paragraphe 4 du présent article ;
- 4° le titre de formation ;
- 5° la date de première inscription aux tableaux de l'Ordre.

(3) Les tableaux de l'Ordre affichent pour tout mandataire social visé à l'article 4, paragraphe 1<sup>er</sup>, point 3°, y inscrit en tant que membre à l'Ordre :

- 1° les coordonnées personnelles dont les noms et prénoms, l'adresse professionnelle, le numéro de téléphone, l'adresse électronique ;
- 2° la personne morale visée à l'article 4, paragraphe 1<sup>er</sup>, point 1°, pour le compte de laquelle il exerce la profession et les informations figurant au paragraphe 1<sup>er</sup> du présent article ;
- 3° le titre de formation ;
- 4° le statut juridique de mandataire social ;
- 5° la date de première inscription aux tableaux de l'Ordre.

(4) Les tableaux de l'Ordre affichent pour tout salarié visé à l'article 4, paragraphe 1<sup>er</sup>, point 4°, y inscrit en tant que membre à l'Ordre :

- 1° les coordonnées personnelles dont les noms et prénoms, l'adresse professionnelle, le numéro de téléphone, l'adresse électronique ;
- 2° la personne morale visée à l'article 4, paragraphe 1<sup>er</sup>, point 1°, ou la personne physique visée à l'article 4, paragraphe 1<sup>er</sup>, point 2°, pour le compte de laquelle il exerce la profession et les informations figurant aux paragraphes 1<sup>er</sup> ou 2 du présent article ;
- 3° le titre de formation ;

4° le statut juridique de salarié ;

5° la date de première inscription aux tableaux de l'Ordre.

(5) Un règlement grand-ducal peut déterminer les modalités de mise en œuvre du présent article. »

*Commentaire :*

Dans son avis, le Conseil d'Etat doute de la nécessité d'un tableau géré par l'Ordre et qui reprend la liste des personnes physiques et morales détentrices d'une autorisation d'établissement pour une des professions relevant de l'Ordre. En effet, le Conseil d'Etat rappelle qu'un tel tableau existe déjà. Ce tableau est tenu par le ministre en charge de la délivrance des autorisations d'établissement.

Le Conseil d'Etat s'oppose formellement au paragraphe 2, en ce qu'il relègue à un règlement grand-ducal « non autrement encadré » la détermination des informations à publier sur chacune des listes prévues. S'agissant d'une matière réservée à la loi, le Conseil d'Etat rappelle que « la fixation des objectifs des mesures d'exécution doit être clairement énoncée, de même que les conditions auxquelles elles sont, le cas échéant, soumises. L'orientation et l'encadrement du pouvoir exécutif doivent, en tout état de cause, être consistants, précis et lisibles, l'essentiel des dispositions afférentes étant appelé à figurer dans la loi ».

La commission a eu confirmation qu'un registre qui indique toutes les personnes qui détiennent une autorisation d'établissement existe déjà. Toutefois, à des fins administratives et pour des raisons de transparence, il est utile de regrouper sur un tableau, au sein de l'Ordre, tous les professionnels exerçant une des professions de l'Ordre et d'afficher les titulaires des autorisations pour une profession de l'Ordre avec les mandataires sociaux et les salariés.

Afin de garder davantage de flexibilité dans l'affichage des membres de l'Ordre, la commission a supprimé l'exigence d'établir des listes séparées par tableau (pour les personnes titulaires d'une autorisation d'établissement, les mandataires sociaux et les salariés).

Tandis que le paragraphe 1<sup>er</sup> n'a ainsi plus de raison d'être, le paragraphe 2 a été amendé de fond en comble. L'ancien paragraphe 2 formera désormais un article à part, composé de cinq paragraphes. Ce nouvel article 9 reprend à son niveau les précisions initialement prévues à fournir au niveau du règlement grand-ducal. Le paragraphe final de ce nouvel article prévoit toujours un règlement grand-ducal, mais seulement pour déterminer, si nécessaire, des modalités de mise en œuvre de cet article. Le nouveau libellé, bien plus exhaustif, devrait satisfaire aux exigences constitutionnelles rappelées par le Conseil d'Etat.

Les informations regroupées sur ces tableaux pourront être rendues publiques sur le site internet de l'Ordre afin de permettre au grand public de choisir et de contacter, le cas échéant, la société appropriée pour son projet.

Amendement 10 visant l'article 12, paragraphe 1<sup>er</sup> (article 4, paragraphe 2, nouveau)

*Libellé :*

~~« Art. 12. (1) Toute personne qui est titulaire d'une autorisation d'établissement pour une profession de l'Ordre ainsi que, pour les personnes morales, le détenteur de l'autorisation d'établissement, est inscrit d'office à l'Ordre.~~

~~A cette fin, le ministre transmet au président du conseil de l'Ordre une copie de toute autorisation d'établissement qu'il émet pour l'une de ces professions, accompagnée des informations suivantes :~~

~~a) pour les personnes morales : le siège social, respectivement l'adresse professionnelle si le siège social est différent du lieu d'exploitation et les coordonnées comprenant un numéro de téléphone et une adresse électronique ;~~

~~b) pour les personnes physiques : les coordonnées comprenant au moins l'adresse professionnelle, un numéro de téléphone et une adresse électronique.~~

(2) Toute personne qui est titulaire d'une autorisation d'établissement pour une profession de l'Ordre ainsi que, pour les personnes morales, le détenteur de l'autorisation d'établissement dirigeant tel que défini par la loi modifiée du 2 septembre 2011 réglementant l'accès aux professions d'artisan, de commerçant, d'industriel ainsi qu'à certaines professions libérales, est inscrite d'office en tant que membre à l'Ordre.

~~A cette fin, le ministre transmet au président du conseil de l'Ordre une copie de les informations relatives à toute autorisation d'établissement qu'il émet émise pour l'une de ces professions, accompagnée des informations suivantes les personnes morales visées au paragraphe 1<sup>er</sup>, point 1<sup>o</sup> :~~

- 1° la dénomination et le siège social de la personne morale ;
- 2° le numéro d'immatriculation au registre de commerce et des sociétés ;
- 3° le numéro de téléphone et l'adresse électronique ;
- 4° le numéro ou la copie de l'autorisation d'établissement ;
- 5° les coordonnées personnelles du dirigeant dont les noms et prénoms, l'adresse professionnelle, le numéro de téléphone, l'adresse électronique ;
- 6° la preuve des qualifications professionnelles du dirigeant.

Le ministre transmet au président du conseil de l'Ordre les informations suivantes relatives à toute autorisation d'établissement émise pour les personnes physiques, visées au paragraphe 1<sup>er</sup>, point 2<sup>o</sup> :

- 1° les coordonnées personnelles dont les noms et prénoms, l'adresse professionnelle, le numéro de téléphone, l'adresse électronique ;
- 2° le numéro ou la copie de l'autorisation d'établissement ;
- 3° une preuve des qualifications professionnelles requises pour exercer la profession de l'Ordre. »

*Commentaire :*

Le paragraphe 1<sup>er</sup> de l'article 12 prévoit l'inscription d'office à l'Ordre des titulaires et des détenteurs d'une autorisation d'établissement permettant d'exercer l'une des professions visées à l'article 1<sup>er</sup>.

Renvoyant aux articles 31 et 37 de la Constitution, le Conseil d'Etat s'oppose formellement à l'énumération seulement exemplative des informations à transmettre par le ministre.

Afin de faire droit à l'avis du Conseil d'Etat, la commission propose de détailler au niveau de ce paragraphe toutes les informations qui seront transmises par le ministre au président de l'Ordre.

Dans un souci de cohérence structurelle, l'ancien paragraphe 1<sup>er</sup> de l'article 12 devient le paragraphe 2 de l'article 4 nouveau, article qui traite de l'inscription à l'Ordre.

Amendement 11 visant l'article 12, paragraphe 2 (article 4, paragraphes 3 à 5, nouveau)

Libellé :

~~« (2) Les personnes visées à l'article 10, point 3°, sont inscrites à l'Ordre sur demande à adresser au président du conseil de l'Ordre par la personne physique ou morale pour le compte de laquelle elles exercent la profession.~~

~~La demande doit contenir les informations suivantes :~~

~~1° les noms et prénom(s) de la personne et ses coordonnées ;~~

~~2° la raison sociale ou le nom de la personne visée à l'article 10, point 1° ou 2° pour le compte de laquelle elle exerce la profession ;~~

~~3° une preuve des qualifications professionnelles requises pour exercer la profession ;~~

~~4° un certificat d'affiliation au centre commun de la Sécurité sociale de moins de trois mois.~~

~~La demande peut être refusée si la personne à inscrire ne remplit pas les conditions de qualification professionnelle requises ou si elle exerce une autre activité qui est incompatible, en vertu de l'article 4, avec la profession de l'Ordre en raison de laquelle elle demande son inscription.~~

~~Toute décision de refus est susceptible d'un recours en annulation à introduire devant le tribunal administratif dans le délai de trois mois à partir de la notification de la décision.~~

(3) Les personnes mandataires sociaux visées à l'article 10, point 3°, au paragraphe 1<sup>er</sup>, point 3°, sont inscrites en tant que membres à l'Ordre sur demande à adresser au président du conseil de l'Ordre par la personne physique ou morale pour le compte de laquelle elles exercent la profession.

~~La demande doit contenir~~ contient les informations suivantes :

1° les coordonnées personnelles des mandataires sociaux dont les noms et prénom(s) de la personne et ses coordonnées ~~prénoms~~, l'adresse professionnelle, le numéro de téléphone, l'adresse électronique ;

2° la raison dénomination sociale ou le nom de la personne morale, visée à l'article 10, ~~point 1° ou 2°~~ au paragraphe 1<sup>er</sup>, point 1°, pour le compte de laquelle elle ils exercent la profession de l'Ordre ;

3° une preuve des qualifications professionnelles requises pour exercer la profession de l'Ordre ;

~~4° un certificat d'affiliation au centre commun de la Sécurité sociale de moins de trois mois.~~

(4) Les salariés visés au paragraphe 1<sup>er</sup>, point 4°, sont inscrits en tant que membres à l'Ordre sur demande à adresser au président du conseil de l'Ordre.

La demande contient les informations suivantes :

- 1° les coordonnées personnelles des salariés dont les noms et prénoms, l'adresse professionnelle, le numéro de téléphone, l'adresse électronique ;
- 2° la dénomination sociale de la personne morale visée au paragraphe 1<sup>er</sup>, point 1°, ou les noms et prénoms de la personne physique visée au paragraphe 1<sup>er</sup>, point 2°, pour le compte de laquelle ils exercent la profession de l'Ordre ;
- 3° une preuve établissant la relation de travail entre la personne morale visée au paragraphe 1<sup>er</sup>, point 1°, et le salarié ou entre la personne physique visée au paragraphe 1<sup>er</sup>, point 2°, et le salarié ;
- 4° une preuve des qualifications professionnelles requises pour exercer la profession de l'Ordre.

(5) ~~La~~ Le président du conseil de l'Ordre refuse toute demande ~~peut être refusée~~ d'inscription, visée aux paragraphes 3 et 4, si la personne à inscrire ne remplit pas les conditions de qualification professionnelle requises ou si elle exerce une autre activité qui est incompatible, en vertu de l'article 45, avec la profession de l'Ordre en raison de laquelle elle demande son inscription. »

*Commentaire :*

Dans son avis, le Conseil d'Etat s'oppose de manière formelle au paragraphe 2 de l'article 12, source d'insécurité juridique en raison de son incohérence. Le Conseil d'Etat renvoie à l'article 10, point 3°, qui prévoit l'inscription d'office des personnes qui exercent une profession de l'Ordre pour le compte d'une personne titulaire d'une autorisation d'établissement pour une profession de l'Ordre. Dans sa teneur actuelle, le présent paragraphe priverait ces personnes de la possibilité de s'inscrire elles-mêmes, puisque la demande afférente doit être faite « par la personne physique ou morale pour le compte de laquelle elles exercent la profession ».

Le Conseil d'Etat demande donc que le dispositif soit modifié de sorte à permettre aux personnes concernées de s'inscrire elles-mêmes.

La commission a reformulé le paragraphe 2, de sorte à faire droit à la demande précitée du Conseil d'Etat. Elle suggère, en outre, de réagencer ce paragraphe afin d'améliorer sa lisibilité. Ainsi, le cas des mandataires sociaux et celui des salariés seront traités dans des paragraphes séparés.

Le Conseil d'Etat critique le dernier alinéa du paragraphe 2 comme superfétatoire « puisque le droit commun admet depuis la loi modifiée du 7 novembre 1996 portant organisation des juridictions de l'ordre administratif de manière générale les recours dirigés pour incompétence, excès et détournement de pouvoir, violation de la loi ou des formes destinées à protéger les intérêts privés, contre les actes administratifs, quelle que soit l'autorité dont ils émanent. ».

Partant, la commission a supprimé cette disposition finale.

L'ancien paragraphe 2 amendé est transféré à l'article 4 nouveau, article qui traite de l'inscription à l'Ordre, pour en former les paragraphes 3 à 5.

Amendement 12 visant l'article 16

*Libellé :*

« **Art. 16.** L'assemblée générale se compose des personnes physiques inscrites aux listes II et III des tableaux de l'Ordre. »

*Commentaire :*

Pour des raisons d'ordre rédactionnel l'article 16 est amendé. Il y a lieu de tenir compte de la décision de supprimer les listes (voir amendement 9 visant l'article 11).

#### Amendement 13 visant l'article 20

*Libellé :*

« **Art. 20.** Chaque membre de l'assemblée générale ne dispose que d'une voix, même s'il est inscrit sur plusieurs tableaux de l'Ordre. Toutefois, chaque membre de l'assemblée générale peut élire les membres du conseil de l'Ordre et les assesseurs du conseil de discipline, issus de toutes les professions pour lesquelles, il est inscrit aux tableaux de l'Ordre. Il peut se faire représenter par un autre membre en vertu d'un mandat écrit. »

*Commentaire :*

Dans son avis, le Conseil d'Etat critique cette disposition comme insuffisante au regard de l'article 25, paragraphe 1<sup>er</sup>, et s'interroge : « Dès lors qu'un membre qui est inscrit à plusieurs tableaux ne dispose que d'une seule voix, comment détermine-t-on à l'égard de quelle profession il pourra exercer ce droit de vote ? ».

Partant, la commission a amendé cet article, de sorte à permettre à chaque membre qui est inscrit sur plusieurs tableaux d'élire les membres du conseil de l'Ordre et du conseil de discipline pour chaque tableau sur lequel il est inscrit.

#### Amendement 14 visant l'article 22, alinéa 2

*Libellé :*

« Les membres de l'assemblée générale peuvent voter à distance par écrit ou sous forme électronique permettant leur identification et sous réserve que le texte intégral des résolutions ou décisions à prendre aura été publié ou leur aura été communiqué au moins huit jours avant la date de l'assemblée générale. »

*Commentaire :*

Par l'insertion du terme « générale », la commission redresse une omission.

#### Amendement 15 visant l'article 24, paragraphe 1<sup>er</sup>

*Libellé :*

« **Art. 24.** (1) L'assemblée générale annuelle est convoquée une fois par an ~~à une date fixée par le conseil de l'Ordre~~ au cours du second trimestre de l'année. »

*Commentaire :*

Dans son avis, le Conseil d'Etat juge préférable, notamment en raison de la durée des mandats électifs, de fixer la date de l'assemblée dans la loi. Il renvoie au dispositif

actuellement en vigueur qui prévoit que l'assemblée générale se déroule « au cours du mois d'octobre ».

La commission a eu explication que cette formulation très générale a été choisie afin d'accorder à l'Ordre une plus grande flexibilité dans la convocation de l'assemblée.

Compte tenu de l'avis du Conseil d'Etat et du fait que les représentants de l'OAI ont mis en garde de revenir à la disposition actuellement en vigueur, puisque le mois d'octobre correspond à un pic d'activité pour la majeure partie des professions de l'Ordre, la commission a opté pour un libellé de compromis visant à concilier ces différentes exigences.

La disposition a donc été précisée de la sorte que l'assemblée générale aura lieu lors d'un des trois mois suivants : avril, mai ou juin.

#### Amendement 16 visant l'article 25, paragraphe 1<sup>er</sup>

*Libellé :*

« **Art. 25.** (1) Le conseil de l'Ordre est composé de huit ~~(8)~~ membres qui sont élus par l'assemblée générale parmi ses membres ~~suivant les règles établies aux alinéas 2 à 4.~~

Chaque profession de l'Ordre élit un ~~représentant~~ membre au conseil de l'Ordre, issu de cette profession.

La profession de l'Ordre qui, au jour de l'élection, compte le plus grand nombre ~~d'inscriptions de membres sur les listes II et III de son tableau de l'Ordre~~ élit ~~en outre~~ le président du conseil de l'Ordre, issu de cette profession.

La profession de l'Ordre qui, au jour de l'élection, compte, ~~le deuxième~~ second plus grand nombre ~~d'inscriptions de membres sur les listes II et III de son tableau de l'Ordre~~ élit ~~en outre~~ le vice-président du conseil de l'Ordre, issu de cette profession.

(2) Un membre du conseil de l'Ordre ne peut représenter plus d'une profession de l'Ordre, même s'il est inscrit sur plusieurs tableaux de l'Ordre. »

*Commentaire :*

Dans son avis, le Conseil d'Etat soulève des questions d'interprétation du paragraphe 1<sup>er</sup>, suggérant de préciser son libellé.

Partant, la commission a précisé l'alinéa 2 du paragraphe 1<sup>er</sup> en remplaçant le terme « représentant » par le terme « membre » et par l'ajout des termes « , issu de cette profession ». Des précisions similaires ont été apportées aux alinéas 3 et 4.

En effet, les membres du conseil de l'Ordre, le président et le vice-président doivent effectivement appartenir à la profession qui les élit.

En outre, afin de clarifier le cas de figure de membres inscrits sur plusieurs tableaux, la commission propose d'insérer un paragraphe 2 nouveau qui précise qu'un membre du conseil de l'Ordre ne peut pas représenter plus d'une profession de l'Ordre.

#### Amendement 17 visant l'article 25, paragraphe 2, alinéa 1<sup>er</sup>

*Libellé :*



« ~~(2)~~ (3) Les mandats des membres du conseil de l'Ordre expirent à l'assemblée générale annuelle qui se tient au cours du second trimestre de la deuxième année qui suit l'année de leur élection. Les mandats sont renouvelables. »

*Commentaire :*

L'insertion de la précision « du second trimestre » au premier alinéa du paragraphe sous rubrique, s'ensuit de l'amendement apporté à l'article 24, paragraphe 1<sup>er</sup>.

#### Amendement 18 visant l'article 30, paragraphe 1<sup>er</sup>

*Libellé :*

« **Art. 30.** (1) Le conseil de discipline est composé du président du tribunal d'arrondissement de Luxembourg ou du juge du tribunal d'arrondissement de Luxembourg qui le remplace, comme président, et de deux assesseurs par profession de l'Ordre qui sont élus par l'assemblée générale parmi ses membres.

Le greffier en chef du tribunal d'arrondissement à Luxembourg ou le greffier du tribunal d'arrondissement à Luxembourg qui le remplace, remplit la fonction de greffier auprès du conseil de discipline. »

*Commentaire :*

La commission a amendé le paragraphe 1<sup>er</sup> de l'article 30 afin de tenir compte d'observations afférentes à la fois du Conseil d'Etat que de l'OAI. Ainsi, il y aurait lieu de préciser que le juge qui remplace le président du tribunal d'arrondissement de Luxembourg appartiendra à cette même juridiction. L'alinéa ajouté vise à faire droit à l'OAI qui souhaitait voir réglé la question de savoir qui remplit la fonction de greffier auprès du conseil de discipline.

#### Amendement 19 visant l'article 30, paragraphe 2

*Libellé :*

« (2) ~~Les assesseurs sont élus par l'assemblée générale parmi ses membres.~~  
Chaque profession de l'Ordre élit ~~ses deux représentants~~ assesseurs au ~~Conseil~~ conseil de discipline, issus de cette profession.

Un assesseur ne peut représenter plus d'une profession de l'Ordre, même s'il est inscrit sur plusieurs tableaux de l'Ordre.

(3) Les mandats des assesseurs expirent à l'assemblée générale annuelle qui se tient au cours du second trimestre de la deuxième année qui suit l'année de leur élection. Les mandats sont renouvelables.

Le conseil de discipline peut nommer des membres de l'assemblée générale par cooptation pour remplacer des vacances de siège(s) d'assesseurs. Les assesseurs nommés par cooptation achèvent le mandat des assesseurs qu'ils remplacent. »

*Commentaire :*

Concernant le paragraphe 2 de l'article 30, le Conseil d'Etat renvoie à ses observations à l'endroit de l'article 25.

Partant, la commission a amendé ce paragraphe dans le sens de l'amendement apporté à l'article 25 et, dans l'intérêt de sa lisibilité, a regroupé ses alinéas 3 et 4 dans un paragraphe à part. L'ancien paragraphe 3 devient le paragraphe 4 du présent article.

Au niveau du nouveau paragraphe 3, la période au cours de laquelle doit avoir lieu l'assemblée générale a été précisé et la commission renvoie à ce sujet à son amendement 17.

#### Amendement 20 visant l'article 31

*Libellé :*

« **Art. 31.** Pour chaque affaire le président du conseil de discipline désigne parmi les assesseurs les deux assesseurs qui siégeront.

A cet effet, il compose le conseil de discipline de façon à ce qu'au moins un des assesseurs relève de la même profession que la personne poursuivie.

En cas d'empêchement des assesseurs désignés, le président les remplace en respectant les règles de composition prévues à l'alinéa ~~2~~ qui précède.

En cas d'empêchement de tous les assesseurs issus de la profession à laquelle appartient la personne poursuivie, le président du conseil de discipline désignera un ancien membre du conseil de l'Ordre, issu de cette profession, comme assesseur. »

*Commentaire :*

Dans son avis, le Conseil d'Etat considère l'alinéa 2 comme problématique et se demande ce qui se passera « si le second assesseur a également un empêchement ? Dans ce cas, le président ne pourra plus « respect[er] les règles de composition prévues à l'alinéa 2 ». ».

C'est ainsi que le Conseil d'Etat « recommande de compléter le dispositif par une règle selon laquelle, en cas d'empêchement de tous les assesseurs issus de la profession à laquelle appartient le professionnel poursuivi, le président du conseil de discipline pourra désigner comme assesseur un membre figurant sur le tableau de la profession concernée. Le choix du président pourra, le cas échéant, être encadré par des critères comme l'ancienneté ou l'appartenance passée au conseil de l'ordre. ».

Partant, la commission a ajouté un alinéa qui tient compte de la recommandation précitée.

A noter que, pour des raisons rédactionnelles, la commission a remplacé, à l'alinéa qui précède, le renvoi à « l'alinéa 2 » par la tournure « l'alinéa qui précède ».

#### Amendement 21 visant l'article 32, paragraphe 1<sup>er</sup>

*Libellé :*

« **Art. 32.** (1) Ne peuvent siéger au conseil de discipline :

- 1° les personnes qui sont ~~associé,~~ employeur ou salarié de la personne poursuivie, son conjoint ou partenaire au sens de la loi modifiée du 9 juillet 2004 relative aux effets légaux de certains partenariats, ses parents ou alliés et les parents et alliés de son conjoint ou partenaire jusqu'au degré de cousin issu de germain inclusivement ;

- 2° les personnes qui sont ~~associé~~, employeur ou salarié de la personne plaignante, son conjoint ou partenaire au sens de la loi modifiée du 9 juillet 2004 relative aux effets légaux de certains partenariats, ses parents ou alliés et les parents et alliés de son conjoint ou partenaire jusqu'au degré de cousin issu de germain inclusivement. »

*Commentaire :*

Par la suppression du terme « associé », la commission a tenu compte de la suppression de l'exigence d'une inscription des associés à l'Ordre.

#### Amendement 22 visant l'article 33

*Libellé :*

« **Art. 33.** Le conseil de discipline exerce le pouvoir disciplinaire sur les personnes inscrites à aux tableaux de l'Ordre et aux registres au registre des prestataires d'un Etat membre en raison de :

- 1° la violation des prescriptions légales et réglementaires concernant l'exercice de leur profession et des règles professionnelles ~~y relatives~~ visées à l'article 12, paragraphe 1<sup>er</sup> ;
- 2° fautes et négligences professionnelles ;
- 3° faits contraires à la délicatesse ou à la dignité professionnelles, à l'honneur ou à la probité. »

*Commentaire :*

La commission a fait droit à l'avis du Conseil d'Etat, qui suggère de préciser « que ce sont les règles professionnelles visées à l'article 9, paragraphe 2, auxquelles il est fait référence ici ».

La commission a également adapté le libellé de la phrase liminaire au dispositif amendé.

#### Amendement 23 visant l'article 34 (article 49 nouveau)

*Libellé :*

« **Chapitre 8 – Exercice des professions de l'Ordre par des ~~ressortissants~~ prestataires d'un Etat membre ou d'un Etat tiers** »

**Art. 3449.** Le ~~ressortissant~~ prestataire d'un Etat membre qui souhaite exercer sa profession au Grand-Duché de Luxembourg de manière temporaire et occasionnelle ~~doit faire~~ informe le ministre par une déclaration écrite préalable au ministre, conformément à l'article 7 de la loi modifiée du 28 octobre 2016 relative à la reconnaissance des qualifications professionnelles.

~~Lors de la première prestation de services ou en cas de changement matériel relatif à la situation établie par les documents, la déclaration doit être accompagnée des documents suivants:~~

~~1° une preuve de la nationalité du prestataire ;~~

~~2° une attestation certifiant que le détenteur est légalement établi dans un Etat membre pour y exercer les activités en question, qu'il n'encourt, lorsque l'attestation est délivrée, aucune~~

~~interdiction même temporaire d'exercer et, s'il y a lieu, une preuve d'inscription à l'Ordre professionnel de l'Etat d'établissement;~~

~~3° lorsque la profession n'est pas réglementée dans l'Etat membre d'établissement, une preuve par tout moyen, confirmant que le prestataire a exercé les activités en question pendant au moins une année au cours des dix années précédentes;~~

~~4° une preuve des qualifications professionnelles requises pour la profession;~~

~~5° une preuve attestant de la couverture d'une assurance de la responsabilité professionnelle telle que visée à l'article 6.~~

~~La déclaration est renouvelée une fois par an si la personne envisage d'exercer son activité professionnelle de manière temporaire ou occasionnelle au cours de l'année concernée. »~~

*Commentaire :*

Dans son avis, le Conseil d'Etat constate que cet article a des implications différentes en fonction de la catégorie professionnelle visée. Pour les architectes et ingénieurs-conseils établis dans un autre Etat membre de l'Union européenne, cette mesure représente un allègement par rapport à la pratique actuelle. Pour les autres professionnels, il s'agit d'une exigence nouvelle.

Renvoyant à l'article 7 de la loi modifiée du 28 octobre 2016 relative à la reconnaissance des qualifications professionnelles, le Conseil d'Etat s'oppose formellement au présent article.

En effet, en conclusion d'un exposé soulignant notamment les divergences entre l'article en projet et l'article 7 de ladite loi, le Conseil d'Etat souligne que « si l'exercice temporaire et occasionnel au Luxembourg, par un prestataire originaire d'un autre Etat membre de l'Union européenne, d'une des professions relevant de l'Ordre doit désormais être soumis à une obligation de déclaration, cette mesure doit rigoureusement respecter le cadre tracé par la directive 2005/36/CE précitée, telle que transposée par la loi précitée du 28 octobre 2016. »

Par conséquent, la commission a limité la présente disposition à un renvoi à la procédure de déclaration préalable prévue par l'article 7 de la loi modifiée du 28 octobre 2016 relative à la reconnaissance des qualifications professionnelles.

#### Amendement 24 visant l'article 35

*Libellé :*

~~« Art. 35. Le ministre peut autoriser le ressortissant d'un Etat tiers à réaliser un projet déterminé au Grand-Duché de Luxembourg.~~

~~L'autorisation est valable pour un an et peut être renouvelée sur demande du prestataire ressortissant d'un Etat tiers.~~

~~Lors de la première demande ou en cas de changement matériel relatif à la situation établie par les documents, la demande doit être accompagnée des documents énumérés à l'article 34, alinéa 2, points 1°, 2°, 4° et 5°. »~~

*Commentaire :*

Dans son avis, le Conseil d'Etat soulève une série de questions quant au libellé projeté et s'y oppose formellement, faute d'encadrement légal du pouvoir d'autorisation du ministre.

La commission a supprimé cet article compte tenu de l'abandon de la possibilité pour les prestataires d'un Etat tiers de fournir des prestations de services au Grand-Duché.

#### Amendement 25 visant l'article 36 (article 50 nouveau)

Libellé :

« **Art. 3650.** Les ~~ressortissants des~~ prestataires d'un Etat membre et des Etats tiers sont soumis aux règles professionnelles, réglementaires ou administratives en rapport direct avec les qualifications professionnelles telles que la définition de la profession, l'usage des titres et les fautes professionnelles qui ont un lien direct et spécifique avec la protection et la sécurité des consommateurs, ainsi qu'aux dispositions disciplinaires applicables au Grand-Duché de Luxembourg aux personnes qui y exercent la même profession. »

Commentaire :

Compte des amendements apportés au dispositif, une adaptation rédactionnelle du début de cette disposition s'impose.

#### Amendement 26 visant l'article 37 (articles 51 et 52 nouveaux)

Libellé :

« **Art. 3751.** Tout ~~ressortissant~~ prestataire d'un Etat membre qui a fait une déclaration écrite préalable pour l'une des professions de l'Ordre est inscrit d'office, et sans frais, au registre des prestataires ~~ressortissants~~ d'un Etat membre avec son titre d'origine.

~~A cette fin, le~~ Le ministre transmet ~~une copie de toute déclaration écrite qu'il reçoit~~ au président du conseil de l'Ordre les informations suivantes relatives à tout certificat de déclaration préalable émis pour une personne morale :

- 1° la dénomination et le siège social de la personne morale ;
- 2° le cas échéant, un numéro d'immatriculation au registre de commerce et des sociétés de l'Etat membre d'origine ;
- 3° le numéro de téléphone et l'adresse électronique ;
- 4° le numéro ou la copie du certificat de déclaration préalable ;
- 5° les coordonnées personnelles des mandataires sociaux dont les noms et prénoms, l'adresse professionnelle, le numéro de téléphone, l'adresse électronique ;
- 6° une preuve des qualifications professionnelles des mandataires sociaux ;
- 7° les informations relatives aux couvertures d'assurance concernant la responsabilité professionnelle.

Le ministre transmet au président du conseil de l'Ordre les informations suivantes relatives à tout certificat de déclaration préalable émis pour une personne physique :

- 1° les coordonnées personnelles dont les noms et prénoms, l'adresse professionnelle, le numéro de téléphone, l'adresse électronique ;
- 2° le numéro ou la copie du certificat de déclaration préalable ;

- 3° une preuve des qualifications professionnelles requises pour exercer la profession de l'Ordre ;
- 4° les informations relatives aux couvertures d'assurance concernant la responsabilité professionnelle.

**Art. 52.** L'inscription d'un prestataire d'un Etat membre au registre des prestataires d'un Etat membre ne peut être soumise à des frais ou cotisations, y compris la cotisation annuelle des membres de l'Ordre visée à l'article 14. »

*Commentaire :*

Afin de tenir compte des amendements effectués au niveau de l'article 34 du projet de loi, le terme « écrite » a été supprimé et toutes les informations transmises par le ministre au conseil de l'Ordre ont été énumérées.

Dans son avis, le Conseil d'Etat renvoie, en effet, à ses observations exprimées au niveau de l'article 34.

De plus, le Conseil d'Etat, renvoyant à l'avis de l'Ordre des architectes et ingénieurs-conseils, « recommande, afin d'éviter tout malentendu, de reformuler le dispositif en précisant que la cotisation annuelle visée à l'article 14 n'est pas due. ».

Afin de faire droit à cette dernière recommandation du Conseil d'Etat, la commission a ajouté un article supplémentaire. Cette nouvelle disposition précise que les prestataires ne sont pas soumis à la cotisation annuelle de l'Ordre.

#### Amendement 27 visant l'article 38

*Libellé :*

~~« **Art. 38.** Le ressortissant d'un Etat tiers qui a obtenu l'autorisation prévue à l'article 35 est inscrit d'office au registre des prestataires ressortissants d'un Etat tiers avec son titre d'origine.~~

~~A cette fin, le ministre transmet au président du conseil de l'Ordre copie de toute autorisation octroyée. »~~

*Commentaire :*

La commission a supprimé l'article 38 compte tenu de la suppression de la possibilité pour les prestataires d'un Etat tiers de fournir des prestations de services.

Il est rappelé que les architectes ou ingénieurs-conseils établis dans un Etat tiers (non-membre de l'Union européenne) qui souhaitent réaliser ou participer à un projet au Grand-Duché de Luxembourg devront s'établir au pays. Ce bureau/cet établissement doit avoir une certaine « substance ». Dans la pratique, un tel architecte ou ingénieur-conseil qui n'est pas ressortissant de l'Union européenne s'associera, en général, avec un bureau d'architectes ou d'ingénieurs-conseils local.

#### Amendement 28 visant l'article 39 (articles 53 et 54 nouveaux)

*Libellé :*

« **Art. 53.** (1) Le registre des prestataires d'un Etat membre affiche pour toute personne morale, y inscrite :

- 1° la dénomination de la personne morale ;
- 2° le siège social, le cas échéant, l'adresse du lieu d'exploitation si elle est différente du siège social, un numéro de téléphone et une adresse électronique ;
- 3° le cas échéant, un numéro d'immatriculation au registre de commerce et des sociétés de l'Etat membre d'origine ;
- 4° les coordonnées personnelles des mandataires sociaux dont les noms et prénoms, l'adresse professionnelle, le numéro de téléphone, l'adresse électronique ;
- 5° le titre professionnel porté par les mandataires sociaux dans l'Etat membre d'origine ;
- 6° le numéro et la durée de validité du certificat de déclaration préalable ;
- 7° les informations relatives aux couvertures d'assurance concernant la responsabilité professionnelle ;
- 8° la date de première inscription au registre des prestataires d'un Etat membre.

Le registre des prestataires d'un Etat membre affiche pour toute personne physique, y inscrite :

- 1° les coordonnées personnelles dont les noms et prénoms, l'adresse professionnelle, le numéro de téléphone, l'adresse électronique;
- 2° l'adresse professionnelle, un numéro de téléphone et une adresse électronique;
- 3° le titre professionnel porté dans l'Etat membre d'origine;
- 4° le numéro et la durée de validité du certificat de déclaration préalable;
- 5° les informations relatives aux couvertures d'assurance concernant la responsabilité professionnelle ;
- 6° la date de première inscription au registre des prestataires d'un Etat membre.

(2) Un règlement grand-ducal peut déterminer les modalités de mise en œuvre du présent article.

**Art. 3954.** ~~Les registres des prestataires d'un Etat membre sont~~ est publiée sur le site internet de l'Ordre.

~~Un règlement grand-ducal détermine les informations figurant sur ces registres. »~~

*Commentaire :*

L'article 39 prévoit que les registres des prestataires sont publiés sur le site internet de l'Ordre.

Dans son avis, le Conseil d'Etat s'oppose formellement à l'alinéa 2 de cet article qui permet de déterminer par voie réglementaire l'étendue des informations figurant sur ces registres.

La commission a donc inscrit dans le corps même de la loi les informations qui étaient prévues à être énumérées au niveau du futur règlement grand-ducal.

Pour des raisons de lisibilité, elle a dédié un article spécifique à l'énumération des informations à afficher sur le registre des prestataires d'un Etat membre. Ce nouvel article précède l'ancien article 39 et propose au niveau de son paragraphe 1<sup>er</sup> deux énumérations – la première est consacrée aux personnes morales, la seconde aux personnes physiques. Un règlement

grand-ducal reste prévu (paragraphe 2), mais seulement pour déterminer les modalités de mise en œuvre de ce nouvel article.

L'ancien article 39 se limite désormais à préciser que le registre des prestataires d'un Etat membre est publié sur le site internet de l'Ordre.

#### Amendement 29 visant l'article 44 (article 38 nouveau)

Libellé :

« **Art. 4438.** La personne poursuivie est citée devant le conseil de discipline à la diligence du président du conseil de l'Ordre au moins quinze jours avant ~~la séance~~ l'audience. La citation contient les griefs formulés à son encontre.

*La personne poursuivie peut prendre inspection du dossier au secrétariat du conseil de l'Ordre ou peut se faire délivrer copie à ses frais. »*

Commentaire :

Pour des raisons de logique rédactionnelle, la commission a transféré l'ensemble du chapitre 9 (chapitre 6 nouveau), traitant des sanctions et de la procédure disciplinaire, vers la suite immédiate du chapitre 7 (chapitre 5 nouveau) et donc de la section traitant du conseil de discipline.

C'est ainsi que l'ancien article 44 devient l'article 38.

A la fin de sa première phrase, la commission a remplacé les termes « la séance » par les termes plus approprié de « l'audience ».

#### Amendement 30 visant l'article 46 (article 40 nouveau)

Libellé :

« **Art. 4640.** A l'ouverture de ~~la séance~~ l'audience du conseil de discipline, le président du conseil de discipline expose l'affaire et donne lecture des pièces.

*Le conseil de discipline entend ensuite successivement la partie plaignante, s'il y en a, les témoins qui, en cas de huit clos se retirent après avoir déposé, la personne poursuivie et le président du conseil de l'Ordre ou le membre du conseil de l'Ordre ayant procédé à l'instruction en ses conclusions.*

*Le procès-verbal de ~~la séance~~ l'audience est dressé par ~~un membre du conseil de discipline désigné à cet effet par le président du conseil de discipline~~ le greffier. »*

Commentaire :

La commission a procédé au remplacement déjà évoqué de termes (séance/audience).

De plus, elle a conformé la formulation du dernier alinéa de cet article au libellé amendé de l'article 30, paragraphe 1<sup>er</sup> (voir amendement 18).

#### Amendement 31 visant l'article 47, dernier alinéa (article 41, dernier alinéa, nouveau)



Libellé :

« Les témoins qui refusent de comparaître ou de déposer sont passibles des peines prévues à l'article 77 du Code de procédure pénale. Ces peines sont prononcées par le tribunal correctionnel sur réquisition du ministère public. Le tribunal correctionnel peut en outre ordonner que le témoin défaillant ~~sera~~ soit contraint par corps à venir donner son témoignage. »

Commentaire :

Au niveau du dernier alinéa de l'ancien article 47, la commission a corrigé la flexion du verbe être pour le conjuguer au subjonctif présent.

#### Amendement 32 visant l'article 48 (article 42 nouveau)

Libellé :

« **Art. 4842.** ~~Les séances audiences du conseil de discipline sont publiques. Toutefois, le huis clos peut être ordonné à la demande de la personne poursuivie ou si des faits touchant à des intérêts vitaux de tiers doivent être évoqués dans les débats.~~

~~Les séances du conseil de discipline peuvent se tenir sans présence physique par visioconférence ou tout autre moyen de télécommunication permettant l'identification des membres du conseil de discipline, de la personne comparissant devant le conseil de discipline et des témoins entendus. »~~

Commentaire :

Dans son avis, le Conseil d'Etat s'oppose formellement à la possibilité prévue de prononcer le huis clos « dans des circonstances autres que celles que prévoit la Constitution » et également à la possibilité de tenir des audiences par visioconférence ou par un autre moyen de télécommunication, car n'assurant pas la publicité de l'audience.

En effet, le Conseil d'Etat donne à considérer que « le conseil de discipline est une juridiction de l'ordre judiciaire et qu'en vertu de l'article 108 de la Constitution « [les audiences] sont publiques, à moins que cette publicité ne soit dangereuse pour l'ordre ou les mœurs, et, dans ce cas, la juridiction le déclare par une décision de justice ». ».

Partant, la commission a supprimé lesdites possibilités.

La commission a, par ailleurs, procédé au remplacement de termes déjà évoqué. Ce même remplacement a été effectué à la dernière phrase de l'ancien article 49 (article 43 nouveau).

#### Amendement 33 visant l'article 52 (article 46 nouveau)

Libellé :

« **Art. 5246.** Les décisions du conseil de discipline peuvent être attaquées par la voie d'appel, tant par le condamné que par le président du conseil de l'Ordre et le procureur général d'Etat.

L'appel est porté devant la chambre civile de la Cour d'appel, qui statue par un arrêt définitif.

L'appel est déclaré au greffe de la Cour dans le délai ~~d'un mois~~ de quarante jours, sous peine de déchéance. Le délai court pour le membre condamné du jour où la décision lui a été notifiée, et pour le président du conseil de l'Ordre et le procureur général d'Etat, du jour où

*l'expédition de la décision lui a été remise. L'affaire est traitée comme urgente, et les débats ont lieu en audience publique. Toutefois le huis clos peut être ordonné à la demande du membre poursuivi ou si des faits touchant à des intérêts vitaux de tiers doivent être évoqués dans les débats. L'appel et le délai pour interjeter appel contre la décision ont un effet suspensif. »*

*Commentaire :*

Dans son avis, le Conseil d'Etat note que l'alinéa 3, en prévoyant un délai d'appel d'un mois, s'écarte du droit commun. Partant, il suggère de fixer ce délai à quarante jours.

La commission a fait droit à l'avis du Conseil d'Etat, également en ce qui concerne la possibilité prévue d'un huis clos – conformément aux observations du Conseil d'Etat exprimées au niveau de l'ancien article 48 (article 42 nouveau).

#### Amendement 34 visant l'article 53 (article 47 nouveau)

*Libellé :*

*« ~~Art. 5347.~~ (1) Les sanctions visées à l'article ~~4034~~, paragraphe 1<sup>er</sup>, points 4° et 5°, sont portées à la connaissance du public à la diligence du président du conseil de l'Ordre, par publication sur le site internet de l'Ordre aussitôt que les décisions prononcées ont acquis force de chose décidée.*

*(...)*

*Si une des sanctions visées à l'alinéa 1<sup>er</sup> est prononcée à l'encontre d'un prestataire ~~ressortissant d'un Etat membre ou d'un Etat tiers~~, le président du conseil de l'Ordre en informe ~~le~~ l'Ordre professionnel auprès duquel la personne sanctionnée est inscrite.*

*(...)*

*(3) Le prestataire ~~ressortissant d'un Etat membre ou d'un Etat tiers~~ qui est puni de la suspension ou de l'interdiction d'exercer sa profession au Luxembourg ne peut pas effectuer de prestation de services au Luxembourg pendant la durée de la suspension ou de l'interdiction. »*

*Commentaire :*

Quelques adaptations du libellé se sont imposées afin de le conformer aux amendements effectués.

#### Amendement 35 insérant un article 48 nouveau

*Libellé :*

*« **Chapitre 7 – Protection du titre professionnel des professions de l'Ordre et des prestataires d'un Etat membre***

***Art. 48.** Nul ne peut porter le titre professionnel d'une profession de l'Ordre ou le titre professionnel de l'Etat membre d'origine d'un prestataire d'un Etat membre sans être inscrit pour cette profession aux tableaux de l'Ordre ou au registre des prestataires d'un Etat membre. »*

*Commentaire :*

La commission a ajouté un chapitre composé d'un seul article qui protège le titre professionnel des professions de l'Ordre et des prestataires d'un Etat membre.

Exception faite de la profession d'architecte, une telle disposition n'existe pas jusqu'à présent pour les autres professions de l'Ordre. L'intention est de protéger le client potentiel de professionnels qui s'ornent de tels titres sans en remplir les conditions légales.

La commission se permet de renvoyer à loi modifiée du 10 août 1991 sur la profession d'avocat qui comporte également un article protégeant le titre d'avocat.

#### Amendement 36 visant l'article 54 (article 55 nouveau)

*Libellé :*

« **Art. 5455.** ~~L'exercice d'une profession de l'Ordre en violation des articles 10, 34, 35 et 53, paragraphes 2 et 3~~ Quiconque exerce une profession de l'Ordre sans être inscrit pour cette profession aux tableaux de l'Ordre ou au registre des prestataires d'un Etat membre est puni d'une amende de ~~5.000 à 25.000~~ 5 000 à 25 000 euros et d'un emprisonnement de huit jours à six mois ou d'une de ces peines seulement, en ce qui concerne les personnes physiques et d'une amende de ~~10.000 à 50.000~~ 10 000 à 50 000 euros en ce qui concerne les personnes morales.

Il en est de même pour quiconque exerce une profession de l'Ordre en violation de l'article 47, paragraphes 2 et 3, ou de l'article 48. »

*Commentaire :*

Dans son avis, le Conseil d'Etat propose une reformulation de cet article qui érige en infraction pénale l'exercice d'une profession de l'Ordre sans y être autorisé.

La commission a repris la proposition de texte du Conseil d'Etat tout en tenant compte de la nouvelle numérotation des articles et en précisant que le registre des prestataires est celui « d'un Etat membre ».

De plus, la commission a complété cette disposition en sanctionnant également toute violation de l'article 48 nouveau que la commission vient d'ajouter et qui protège le titre professionnel des professions de l'Ordre.

#### Amendement 37 visant l'article 55 (article 56 nouveau)

*Libellé :*

« **Art. 5556.** A l'article 14~~octies~~, paragraphe 3, de la loi modifiée du 25 février 1979 concernant l'aide au logement la partie de phrase « Le certificat est établi par un architecte ou un ingénieur-conseil au sens de la loi du 13 décembre 1989 portant organisation des professions d'architecte et d'ingénieur-conseil » est remplacée par « Le certificat est établi par un architecte ou un ingénieur-conseil du secteur de la construction inscrit ~~à~~ aux tableaux de l'Ordre des architectes, architectes d'intérieur, architectes-paysagistes, géomètres, ingénieurs-conseils du secteur de la construction et urbanistes/aménageurs ou ~~à l'un des registres~~ au registre des prestataires d'un Etat membre visés par la loi du jj.mm.aaaa sur l'exercice des professions libérales des secteurs de la construction et de l'aménagement du territoire ». »

*Commentaire :*

Quelques adaptations du libellé se sont imposées afin de le conformer aux amendements effectués.

Amendement 38 visant l'article 58 (article 59 nouveau)

*Libellé :*

« **Art. 5859.** La loi modifiée du 19 juillet 2004 concernant l'aménagement communal et le développement urbain est modifiée comme suit :

- 1° L'article 7, paragraphe 2, alinéa 2, première phrase, est remplacé comme suit : « Par personne qualifiée au sens du présent article, on entend un urbaniste/aménageur inscrit ~~à~~ aux tableaux de l'Ordre des architectes, architectes d'intérieur, architectes-paysagistes, géomètres, ingénieurs-conseils du secteur de la construction et urbanistes/aménageurs, ou ~~à l'un des~~ au registre des prestataires d'un Etat membre visés par la loi du jj.mm.aaaa sur l'exercice des professions libérales des secteurs de la construction et de l'aménagement du territoire ».
- 2° A l'article 27, paragraphe 3, la partie de phrase « homme de l'art tel que visé à l'article 1<sup>er</sup> de la loi précitée du 13 décembre 1989 » est remplacée par « un architecte, un ingénieur-conseil du secteur de la construction, ou un géomètre inscrit ~~à~~ aux tableaux de l'Ordre des architectes, architectes d'intérieur, architectes-paysagistes, géomètres, ingénieurs-conseils du secteur de la construction et urbanistes/aménageurs, ou ~~à l'un des~~ des au registre des prestataires d'un Etat membre visés par la loi du jj.mm.aaaa sur l'exercice des professions libérales des secteurs de la construction et de l'aménagement du territoire ». »

*Commentaire :*

Dans son avis, le Conseil d'Etat signale que la modification prévue par le point 1° ne rend pas correctement l'intention des auteurs qui, dans leur commentaire, indiquent vouloir maintenir « la possibilité, pour les communes disposant d'un service technique approprié, d'élaborer eux-mêmes leurs projets de plan d'aménagement général. ». Le Conseil d'Etat propose donc, soit de viser plus précisément le remplacement envisagé (« première phrase, »), soit « de citer la partie du texte existant à remplacer par le nouveau dispositif ».

La commission a opté pour la première solution proposée par le Conseil d'Etat. Au niveau des deux points de cet article, elle a également procédé à de légères adaptations rédactionnelles tenant compte des amendements effectués.

Amendement 39 visant l'article 61 (article 62 nouveau)

*Libellé :*

« **Art. 6162.** Toute personne physique ou morale qui est inscrite ~~à~~ aux tableaux de l'Ordre des architectes et des ingénieurs-conseils au jour de l'entrée en vigueur de la présente loi et qui remplit les conditions de la présente loi, est inscrite de plein droit au nouveau tableau de sa profession. »

*Commentaire :*

La commission a aligné le libellé de l'ancien article 61 (article 62 nouveau) au dispositif amendé tout en le précisant davantage.

\* \* \*

Au nom de la Commission de l'Economie, des PME, de l'Energie, de l'Espace et du Tourisme et compte tenu d'autres projets de loi déposés, dont l'adoption dépend de celle du présent projet de loi, je vous saurais gré de bien vouloir faire aviser par le Conseil d'Etat les amendements exposés ci-dessus dans les meilleurs délais.

J'envoie copie de la présente à la Ministre déléguée auprès du Premier ministre, chargée des Relations avec le Parlement, avec prière de transmettre les amendements aux instances à consulter.

Veillez agréer, Monsieur le Président, l'expression de ma considération très distinguée.

(s.) Claude Wiseler  
Président de la Chambre des Députés

## COORDONNE

7932

### Projet de loi

sur l'exercice des professions libérales des secteurs de la construction et de l'aménagement du territoire et portant modification de :

- 1° ~~4. de~~ la loi modifiée du 25 février 1979 concernant l'aide au logement ;
- 2° ~~2. de~~ la loi modifiée du 5 août 1993 concernant l'utilisation rationnelle de l'énergie ;
- 3° ~~3. de~~ la loi modifiée du 25 juillet 2002 portant création et réglementation des professions de géomètre et de géomètre officiel ;
- 4° ~~4. de~~ la loi modifiée du 19 juillet 2004 concernant l'aménagement communal et le développement urbain ;
- 5° ~~5. de~~ la loi ~~du~~ modifiée du 28 octobre 2016 relative à la reconnaissance des qualifications professionnelles ;

~~et portant abrogation de la loi du 13 décembre 1989 portant organisation des professions d'architecte et d'ingénieur conseil~~

### Chapitre 1<sup>er</sup> – Objet et définitions

**Art. 1<sup>er</sup>.** La présente loi a pour objet de régler l'exercice des professions suivantes telles que définies par la loi modifiée du 2 septembre 2011 réglementant l'accès aux professions d'artisan, de commerçant, d'industriel ainsi qu'à certaines professions libérales :

- 1° architecte ;
- 2° architecte d'intérieur ;
- 3° architecte-paysagiste ;
- 4° ingénieur-conseil du secteur de la construction, ci-après désignée la profession d'« ingénieur-conseil » ;
- 5° géomètre ;
- 6° urbaniste/aménageur, ci-après désignée la profession d'« urbaniste ».

**Art. 2.** ~~Aux fins~~ Pour l'application de la présente loi, on entend par :

- 1° « ministre » : le ministre ayant les autorisations d'établissement dans ses attributions ;

- 2° « Ordre » : l'Ordre des architectes, architectes d'intérieur, architectes-paysagistes, géomètres, ingénieurs-conseils du secteur de la construction et urbanistes/aménageurs ;
- 3° « professions de l'Ordre » : les professions visées à l'article 1<sup>er</sup> ;
- 4° « ~~ressortissant~~ prestataire d'un Etat membre » : la personne physique ou morale qui est établie dans un Etat membre de l'Union européenne, de l'Espace économique européen ou de la Confédération suisse, et qui y exerce légalement une des professions visées à l'article 1<sup>er</sup> ;

~~5° « ressortissant d'un Etat tiers » : la personne physique ou morale qui est établie dans un Etat qui n'est pas membre de l'Union européenne, de l'Espace économique européen ou de la Confédération suisse, et qui y exerce légalement une des professions visées à l'article 1<sup>er</sup> ;~~

~~5°~~<sup>6°</sup> « tableaux de l'Ordre » : les tableaux par profession de l'Ordre des personnes physiques et morales inscrites en tant que membre à l'Ordre ;

~~6°~~<sup>7°</sup> « registre des prestataires ~~ressortissants~~ d'un Etat membre » : le registre des ressortissants d'un Etat membre qui exercent sur le territoire du Grand-Duché de Luxembourg conformément aux dispositions du ~~Chapitre 8.~~

~~8° « registre des prestataires ressortissants d'un Etat tiers » : le registre des ressortissants d'un Etat tiers qui exercent sur le territoire du Grand-Duché de Luxembourg conformément aux dispositions du Chapitre 8.~~

## Chapitre 2 – Recours obligatoire à un architecte ou à un ingénieur-conseil

**Art. 3.** (1) Toute personne qui entend réaliser, transformer ou démolir une construction ~~doit faire~~ fait appel à un architecte ou à un ingénieur-conseil inscrit à ~~aux tableaux de l'Ordre, ou au registre des prestataires ressortissants d'un Etat membre ou au registre des prestataires ressortissants d'un Etat tiers,~~ pour élaborer le projet faisant l'objet d'une autorisation de construire prévue à l'article 37 de la loi modifiée du 19 juillet 2004 concernant l'aménagement communal et le développement urbain.

Relèvent des attributions de l'architecte, les édifices résidentiels, administratifs, d'enseignement, de recherche, de soins, ainsi que toute autre construction ne comportant pas de problèmes techniques particuliers.

Relèvent des attributions de l'ingénieur-conseil, les routes, voies ferrées, ponts, constructions souterraines, barrages, ouvrages de soutènement, réservoirs, travaux d'alimentation, d'évacuation et de traitement des eaux, d'aménagement des cours d'eaux, réalisations du domaine de l'énergie et des télécommunications.

Relèvent des attributions de l'architecte et de l'ingénieur-conseil, les établissements industriels tels qu'usines, centrales d'énergie, halls et bâtiments agricoles.

(2) L'obligation prévue au paragraphe 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, ne s'applique pas dans les cas suivants :

- 1° réalisation d'une construction de faible envergure dont le montant estimé, suivant devis, ne dépasse pas une somme fixée par règlement grand-ducal ;

- 2° transformation d'une construction pour autant qu'elle ne touche pas aux structures portantes de la construction et qu'elle ne modifie pas la structure ou la dimension du toit et de la façade ;
- 3° démolition d'une construction qui ne touche pas aux structures portantes de constructions attenantes.

(3) Seul l'ingénieur-conseil inscrit à aux tableaux de l'Ordre ou au registre des prestataires d'un Etat membre est en droit de procéder aux calculs de stabilité requis par la loi, par une décision administrative ou par une norme élaborée par un organisme de normalisation reconnu.

~~(4) Le paragraphe 1<sup>er</sup> est sans préjudice d'autres dispositions légales prévoyant le recours obligatoire à un architecte ou à un ingénieur conseil inscrit à l'Ordre, au registre des prestataires ressortissants d'un Etat membre ou au registre des prestataires ressortissants d'un Etat tiers, ou en dispensant.~~

### **Chapitre 3 – ~~Incompatibilités~~ Exercice des professions de l'Ordre**

#### Section 1<sup>re</sup> – Inscription à l'Ordre

~~Art. 10~~ **Art. 4.** (1) Sont tenues de s'inscrire à l'Ordre :

1° les personnes morales qui sont titulaires d'une autorisation d'établissement pour une profession de l'Ordre ;

2° les personnes physiques qui sont titulaires d'une autorisation d'établissement pour une profession de l'Ordre et qui exercent cette profession en nom propre ;

3° les associés, mandataires sociaux et salariés qui exercent une profession de l'Ordre pour le compte d'une personne morale visée au point 1° ou 2°, au plus tard deux mois à partir de leur inscription au Registre de commerce et des sociétés ;

4° les salariés qui exercent une profession de l'Ordre auprès d'une personne morale visée au point 1° ou auprès d'une personne physique visée au point 2°, au plus tard deux mois à partir de leur entrée en service.

(2) Toute personne qui est titulaire d'une autorisation d'établissement pour une profession de l'Ordre ainsi que, pour les personnes morales, le détenteur de l'autorisation d'établissement dirigeant tel que défini par la loi modifiée du 2 septembre 2011 réglementant l'accès aux professions d'artisan, de commerçant, d'industriel ainsi qu'à certaines professions libérales, est inscrite d'office en tant que membre à l'Ordre.

~~A cette fin, le ministre transmet au président du conseil de l'Ordre une copie de les informations relatives à toute autorisation d'établissement qu'il émet émise pour l'une de ces professions, accompagnée des informations suivantes~~ les personnes morales visées au paragraphe 1<sup>er</sup>, point 1° :

1° la dénomination et le siège social de la personne morale ;

2° le numéro d'immatriculation au registre de commerce et des sociétés ;



- 3° le numéro de téléphone et l'adresse électronique ;
- 4° le numéro ou la copie de l'autorisation d'établissement ;
- 5° les coordonnées personnelles du dirigeant dont les noms et prénoms, l'adresse professionnelle, le numéro de téléphone, l'adresse électronique ;
- 6° la preuve des qualifications professionnelles du dirigeant.

Le ministre transmet au président du conseil de l'Ordre les informations suivantes relatives à toute autorisation d'établissement émise pour les personnes physiques, visées au paragraphe 1<sup>er</sup>, point 2°:

- 1° les coordonnées personnelles dont les noms et prénoms, l'adresse professionnelle, le numéro de téléphone, l'adresse électronique ;
- 2° le numéro ou la copie de l'autorisation d'établissement ;
- 3° une preuve des qualifications professionnelles requises pour exercer la profession de l'Ordre.

(3) Les personnes mandataires sociaux visées à l'article 10, point 3°, au paragraphe 1<sup>er</sup>, point 3°, sont inscrites en tant que membres à l'Ordre sur demande à adresser au président du conseil de l'Ordre par la personne physique ou morale pour le compte de laquelle elles exercent la profession.

La demande ~~doit contenir~~ contient les informations suivantes :

- 1° les coordonnées personnelles des mandataires sociaux dont les noms et prénom(s) de la personne et ses coordonnées prénoms, l'adresse professionnelle, le numéro de téléphone, l'adresse électronique ;
- 2° la raison dénomination sociale ou le nom de la personne morale, visée à l'article 10, point 1° ou 2° au paragraphe 1<sup>er</sup>, point 1°, pour le compte de laquelle elle ils exercent la profession de l'Ordre ;
- 3° une preuve des qualifications professionnelles requises pour exercer la profession de l'Ordre ;
- 4° un certificat d'affiliation au centre commun de la Sécurité sociale de moins de trois mois.

(4) Les salariés visés au paragraphe 1<sup>er</sup>, point 4°, sont inscrits en tant que membres à l'Ordre sur demande à adresser au président du conseil de l'Ordre.

La demande contient les informations suivantes :

- 1° les coordonnées personnelles des salariés dont les noms et prénoms, l'adresse professionnelle, le numéro de téléphone, l'adresse électronique ;
- 2° la dénomination sociale de la personne morale visée au paragraphe 1<sup>er</sup>, point 1°, ou les noms et prénoms de la personne physique visée au paragraphe 1<sup>er</sup>, point 2°, pour le compte de laquelle ils exercent la profession de l'Ordre ;
- 3° une preuve établissant la relation de travail entre la personne morale visée au paragraphe 1<sup>er</sup>, point 1°, et le salarié ou entre la personne physique visée au paragraphe 1<sup>er</sup>, point 2°, et le salarié ;
- 4° une preuve des qualifications professionnelles requises pour exercer la profession de l'Ordre.

(5) ~~La~~ Le président du conseil de l'Ordre refuse toute demande ~~peut être refusée~~ d'inscription, visée aux paragraphes 3 et 4, si la personne à inscrire ne remplit pas les conditions de qualification professionnelle requises ou si elle exerce une autre activité qui est incompatible, en vertu de l'article ~~45~~, avec la profession de l'Ordre en raison de laquelle elle demande son inscription.

### Section 2 – Incompatibilités

**Art. 45.** L'inscription à l'Ordre est incompatible avec les activités d'administrateur de biens, d'agent immobilier, de promoteur immobilier, d'entrepreneur de construction ou de génie civil, d'installateur chauffage-sanitaire-frigoriste, d'électricien, d'installateur d'ascenseurs, de monte-charges, d'escaliers mécaniques et de matériel de manutention et de charpentier-couvreur-ferblantier.

**Art. 56.** Sans préjudice des conditions prévues par la loi modifiée du 2 septembre 2011 réglementant l'accès aux professions d'artisan, de commerçant, d'industriel ainsi qu'à certaines professions libérales :

1° une personne physique ou morale ~~ne peut obtenir~~ ~~détentric~~e d'une autorisation d'établissement pour une activité qui est incompatible, en vertu de l'article ~~4-5~~ ne peut pas détenir une autorisation d'établissement pour une profession de l'Ordre ;

2° une personne physique ou morale ~~détentric~~e d'une autorisation d'établissement pour une profession de l'Ordre ne peut détenir une autorisation d'établissement pour une activité qui est incompatible en vertu de l'article 5 ;

~~2°~~ 3° une personne morale ne peut obtenir une autorisation d'établissement pour une profession de l'Ordre que pour autant que :

- a) l'exercice de la profession de l'Ordre figure dans son objet social et que l'objet social ne comporte pas des activités qui sont incompatibles, en vertu de l'article ~~45~~, avec l'exercice de la profession de l'Ordre ;
- b) la majorité absolue des titres et des droits de vote attachés aux titres soit détenue par des personnes physiques ayant les qualifications professionnelles requises pour exercer cette profession de l'Ordre ou par une personne morale qui remplit cette condition.

Le point 3°, lettre b), ne s'applique pas à une personne morale qui est titulaire d'une autorisation d'établissement pour une profession de l'Ordre.

Lorsqu'une personne morale ne remplit plus les conditions pour détenir une autorisation d'établissement pour une profession de l'Ordre en raison du départ d'une personne physique visée au point 3°, lettre b), le ministre est informé dans le délai d'un mois. Une autorisation provisoire peut être accordée pour une durée ne dépassant pas six mois pour se mettre en conformité avec les dispositions prévues au point 3°, lettre b).

**Art. 67.** Les personnes physiques ou morales qui sont titulaires d'une autorisation d'établissement pour une profession de l'Ordre, visées à l'article 4, paragraphe 1<sup>er</sup>, point 1° ou point 2°, sont tenues d'assurer leur responsabilité professionnelle, tant contractuelle que délictuelle ou quasi délictuelle, y compris la responsabilité décennale, et celle des mandataires sociaux, ~~associés~~ et salariés.

#### ~~Chapitre 5 – Formation~~ Section 4 – Formation

**Art. 78.** Les personnes physiques inscrites à aux tableaux de l'Ordre ~~doivent tenir~~ tiennent à jour leurs connaissances professionnelles.

La formation professionnelle continue permet la mise à jour et le développement des habilités, des connaissances et des compétences professionnelles et déontologiques des personnes physiques inscrites aux tableaux de l'Ordre.

A cet effet, elles suivent des cours de formation professionnelle continue d'une durée d'au moins ~~40~~ quarante heures au cours d'une période de référence de quatre ans.

Les matières de la formation professionnelle continue portent sur :

- 1° la législation relative à la responsabilité civile des professions de l'Ordre, à l'aménagement du territoire, aux autorisations de construire, au patrimoine culturel, à la sécurité et à la santé ;
- 2° les règles professionnelles visées à l'article 12 ;
- 3° la gestion de projets et de bureaux ;
- 4° la planification et la conception de réalisations dans le domaine de la construction et de l'aménagement du territoire ;
- 5° le développement durable et l'économie circulaire ;
- 6° les aspects énergétiques et environnementaux ;
- 7° les outils numériques et les logiciels de la construction ;
- 8° les matériaux et les techniques de la construction ;
- 9° la topographie.

~~La durée, le contenu et les modalités~~ Un contrôle des connaissances des matières de la formation professionnelle continue sont déterminés conformément aux dispositions de l'article 9, paragraphe 2 peut être effectué.

#### Section 5 – Tableaux de l'Ordre

**Art. 9.** (1) Les tableaux de l'Ordre affichent pour toute personne morale visée à l'article 4, paragraphe 1<sup>er</sup>, point 1°, y inscrite en tant que membre à l'Ordre :

- 1° la dénomination de la personne morale ;
- 2° le siège social et l'adresse professionnelle, si celle-ci est différente du siège social, le numéro de téléphone, l'adresse électronique et le site internet ;
- 3° la forme juridique ;

- 4° le numéro du registre de commerce et des sociétés ;
- 5° le numéro de l'autorisation d'établissement ;
- 6° les mandataires sociaux visées à l'article 4, paragraphe 1<sup>er</sup>, point 3°, et les informations figurant au paragraphe 3 du présent article ;
- 7° le cas échéant, les salariés visés à l'article 4, point 4°, et les informations figurant au paragraphe 4 du présent article;
- 8° la date de première inscription aux tableaux de l'Ordre.

(2) Les tableaux de l'Ordre affichent pour toute personne physique visée à l'article 4, paragraphe 1<sup>er</sup>, point 2°, y inscrite en tant que membre à l'Ordre :

- 1° les coordonnées personnelles dont les noms et prénoms, l'adresse professionnelle, le numéro de téléphone, l'adresse électronique et le site internet ;
- 2° le numéro de l'autorisation d'établissement ;
- 3° le cas échéant, les salariés visés à l'article 4, paragraphe 1<sup>er</sup>, point 4°, et les informations figurant au paragraphe 4 du présent article ;
- 4° le titre de formation ;
- 5° la date de première inscription aux tableaux de l'Ordre.

(3) Les tableaux de l'Ordre affichent pour tout mandataire social visé à l'article 4, paragraphe 1<sup>er</sup>, point 3°, y inscrit en tant que membre à l'Ordre :

- 1° les coordonnées personnelles dont les noms et prénoms, l'adresse professionnelle, le numéro de téléphone, l'adresse électronique ;
- 2° la personne morale visée à l'article 4, paragraphe 1<sup>er</sup>, point 1°, pour le compte de laquelle il exerce la profession et les informations figurant au paragraphe 1<sup>er</sup> du présent article ;
- 3° le titre de formation ;
- 4° le statut juridique de mandataire social ;
- 5° la date de première inscription aux tableaux de l'Ordre.

(4) Les tableaux de l'Ordre affichent pour tout salarié visé à l'article 4, paragraphe 1<sup>er</sup>, point 4°, y inscrit en tant que membre à l'Ordre :

- 1° les coordonnées personnelles dont les noms et prénoms, l'adresse professionnelle, le numéro de téléphone, l'adresse électronique ;
- 2° la personne morale visée à l'article 4, paragraphe 1<sup>er</sup>, point 1°, ou la personne physique visée à l'article 4, paragraphe 1<sup>er</sup>, point 2°, pour le compte de laquelle il exerce la profession et les informations figurant aux paragraphes 1<sup>er</sup> ou 2 du présent article ;
- 3° le titre de formation ;
- 4° le statut juridique de salarié ;
- 5° la date de première inscription aux tableaux de l'Ordre.

(5) Un règlement grand-ducal peut déterminer les modalités de mise en œuvre du présent article.

## **Chapitre 64 – ~~Organisation des professions~~ Attributions de l'Ordre**

**Art. 910.** L'Ordre ~~regroupe~~ représente les professions visées à l'article 1<sup>er</sup>. Il a la personnalité ~~civile~~ juridique.

**Art. 911.** ~~(1)~~ L'Ordre a les attributions suivantes:

- 1° défendre les droits et intérêts de ses membres et de leurs professions ;
- 2° veiller au respect, par ses membres et par les personnes visées au chapitre 8, des prescriptions légales et réglementaires concernant l'exercice de leur profession et des règles professionnelles ;
- 3° exercer le pouvoir disciplinaire par son conseil de discipline ;
- 4° prévenir et concilier des différends entre ses membres ;
- 5° tenir les tableaux de l'Ordre et ~~les registres~~ des prestataires des Etats membres, les mettre à jour et en assurer la publication ;
- 6° promouvoir les professions de l'Ordre ;
- 7° promouvoir et encadrer la formation professionnelle continue et proposer l'assistance et le conseil y afférents.

~~(2)~~ **Art. 12.** (1) L'Ordre est autorisé à prendre des règlements qui établissent pour les professions de l'Ordre :

1° les règles professionnelles relatives :

- a) à la déontologie entre les membres de l'Ordre et à l'égard des clients et des tiers ;
- b) aux conflits d'intérêt ;
- c) à l'information du public concernant la profession et son activité professionnelle ;

2° ~~la durée, le contenu et les modalités~~ la mise en œuvre de la formation professionnelle continue visée à l'article 8.

Les règlements s'appliquent à toute personne inscrite aux tableaux de l'Ordre et au registre des prestataires d'un Etat membre visé à l'article 51.

Les règlements pris par l'Ordre sont soumis à l'approbation du ministre. En l'absence d'une réaction du ministre endéans un délai d'un mois à partir de la soumission, les règlements sont considérés comme approuvés. ~~et~~

Les règlements sont publiés au Journal officiel du Grand-Duché de Luxembourg.

~~(3)~~ L'Ordre peut prendre des règlements d'ordre intérieur portant sur son organisation interne et son fonctionnement administratif.

~~Art. 10. Sont tenues de s'inscrire à l'Ordre :~~

~~1° les personnes morales qui sont titulaires d'une autorisation d'établissement pour une profession de l'Ordre ;~~

~~2° les personnes physiques qui sont titulaires d'une autorisation d'établissement pour une profession de l'Ordre et qui exercent cette profession en nom propre ;~~

~~3° les associés, mandataires sociaux et salariés qui exercent une profession de l'Ordre pour le compte d'une personne visée au point 1° ou 2°.~~

~~Art. 11. (1) L'Ordre établit pour chaque profession de l'Ordre un tableau comprenant trois listes :~~

~~1° la liste I des personnes visées à l'article 10, point 1° ;~~

~~2° la liste II des personnes visées à l'article 10, point 2 ;~~

~~3° la liste III des personnes visées à l'article 10, point 3°.~~

~~(2) Un règlement grand-ducal détermine les informations figurant sur chacune des listes visées au paragraphe 1<sup>er</sup>.~~

~~Art. 12. (1) Toute personne qui est titulaire d'une autorisation d'établissement pour une profession de l'Ordre ainsi que, pour les personnes morales, le détenteur de l'autorisation d'établissement, est inscrit d'office à l'Ordre.~~

~~A cette fin, le ministre transmet au président du conseil de l'Ordre une copie de toute autorisation d'établissement qu'il émet pour l'une de ces professions, accompagnée des informations suivantes :~~

~~a) pour les personnes morales : le siège social, respectivement l'adresse professionnelle si le siège social est différent du lieu d'exploitation et les coordonnées comprenant un numéro de téléphone et une adresse électronique ;~~

~~b) pour les personnes physiques : les coordonnées comprenant au moins l'adresse professionnelle, un numéro de téléphone et une adresse électronique.~~

~~(2) Les personnes visées à l'article 10, point 3°, sont inscrites à l'Ordre sur demande à adresser au président du conseil de l'Ordre par la personne physique ou morale pour le compte de laquelle elles exercent la profession.~~

~~La demande doit contenir les informations suivantes :~~

~~1° les noms et prénom(s) de la personne et ses coordonnées ;~~

~~2° la raison sociale ou le nom de la personne visée à l'article 10, point 1° ou 2° pour le compte de laquelle elle exerce la profession ;~~

~~3° une preuve des qualifications professionnelles requises pour exercer la profession ;~~

~~4° un certificat d'affiliation au centre commun de la Sécurité sociale de moins de trois mois.~~

~~La demande peut être refusée si la personne à inscrire ne remplit pas les conditions de qualification professionnelle requises ou si elle exerce une autre activité qui est incompatible, en vertu de l'article 4, avec la profession de l'Ordre en raison de laquelle elle demande son inscription.~~

~~Toute décision de refus est susceptible d'un recours en annulation à introduire devant le tribunal administratif dans le délai de trois mois à partir de la notification de la décision.~~

**Art. 13.** Les tableaux de l'Ordre sont publiés sur le site internet de l'Ordre.

**Art. 14.** Les dépenses de l'Ordre sont couvertes au moyen d'une cotisation annuelle à charge de ses membres et de droits ou rétributions en rémunération des services qu'il rend.

## **Chapitre 75 – ~~Structures~~ Organes de l'Ordre**

**Art. 15.** Les organes de l'Ordre sont :

- 1° l'assemblée générale ;
- 2° le conseil de l'Ordre ;
- 3° le conseil de discipline.

### Section 1<sup>re</sup> – Assemblée générale

**Art. 16.** L'assemblée générale se compose des personnes physiques inscrites aux ~~listes II et III~~ des tableaux de l'Ordre.

**Art. 17.** L'assemblée générale est convoquée chaque fois que le conseil de l'Ordre le juge nécessaire ou à la demande écrite d'un cinquième au moins de ses membres.

Pour être recevable, la demande ~~doit préciser~~ les points à mettre à l'ordre du jour. Si l'assemblée générale n'est pas convoquée endéans trois mois, chaque membre de l'assemblée générale peut, par voie de requête, demander au président du tribunal d'arrondissement de convoquer une assemblée générale.

**Art. 18.** L'assemblée générale est convoquée par le président du conseil de l'Ordre ou, en cas d'indisponibilité de celui-ci, par le vice-président, ou en cas d'indisponibilité de celui-ci, par un

membre du conseil de l'Ordre, au moins quinze jours avant la date fixée pour la tenue de l'assemblée générale.

La convocation contient le lieu, la date, l'heure et l'ordre du jour de l'assemblée générale.

La convocation peut se faire sous toute forme écrite.

**Art. 19.** L'assemblée générale est valablement constituée quel que soit le nombre de membres présents et représentés.

Sauf disposition contraire de la présente loi, les décisions de l'assemblée générale sont prises valablement à la majorité des membres présents et représentés.

**Art. 20.** Chaque membre de l'assemblée générale ne dispose que d'une voix, même s'il est inscrit sur plusieurs tableaux de l'Ordre. Toutefois, chaque membre de l'assemblée générale peut élire les membres du conseil de l'Ordre et les assesseurs du conseil de discipline, issus de toutes les professions pour lesquelles, il est inscrit aux tableaux de l'Ordre. Il peut se faire représenter par un autre membre en vertu d'un mandat écrit.

**Art. 21.** L'assemblée générale est présidée par le président du conseil de l'Ordre, ou, en cas d'indisponibilité de celui-ci par le vice-président ou, en cas d'indisponibilité par un membre du conseil de l'Ordre désigné à cet effet. Le président de l'assemblée générale désigne un membre du conseil de l'Ordre comme secrétaire de l'assemblée générale.

Si l'assemblée générale procède à des votes, le président de l'assemblée générale ~~peut~~ nomme# un ou plusieurs scrutateurs parmi les membres présents de l'assemblée générale.

**Art. 22.** L'assemblée générale peut se tenir sans la présence physique de ses membres par visioconférence ou autre moyen de télécommunication permettant leur identification.

Les membres de l'assemblée générale peuvent voter à distance par écrit ou sous forme électronique permettant leur identification et sous réserve que le texte intégral des résolutions ou décisions à prendre aura été publié ou leur aura été communiqué au moins huit jours avant la date de l'assemblée générale.

**Art. 23.** Sur proposition du ~~C~~conseil de l'Ordre, l'assemblée générale fixe les cotisations à charge de ses membres.

Cette décision est prise à la majorité absolue des membres présents ou représentés.

**Art. 24.** (1) L'assemblée générale annuelle est convoquée une fois par an ~~à une date fixée par le conseil de l'Ordre~~ au cours du second trimestre de l'année.



(2) L'ordre du jour de l'assemblée générale annuelle porte notamment sur la présentation du rapport d'activité du conseil de l'Ordre, la présentation des comptes relatifs à l'année écoulée, l'approbation de ces comptes, la désignation parmi les membres de l'assemblée générale ~~d'un~~ ou de plusieurs de réviseurs des comptes pour l'exercice à venir, la décharge à donner aux membres du conseil de l'Ordre, le budget pour l'année en cours et, le cas échéant, l'élection des membres du conseil de l'Ordre et du conseil de discipline.

## Section 2 – Conseil de l'Ordre

**Art. 25.** (1) Le conseil de l'Ordre est composé de huit ~~(8)~~ membres qui sont élus par l'assemblée générale parmi ses membres ~~suivant les règles établies aux alinéas 2 à 4.~~

Chaque profession de l'Ordre élit un ~~représentant~~ membre au conseil de l'Ordre, issu de cette profession.

La profession de l'Ordre qui, au jour de l'élection, compte le plus grand nombre ~~d'inscriptions de membres sur les listes II et III de son tableau de l'Ordre~~ élit ~~en outre~~ le président du conseil de l'Ordre, issu de cette profession.

La profession de l'Ordre qui, au jour de l'élection, compte, le ~~deuxième~~ second plus grand nombre ~~d'inscriptions de membres sur les listes II et III de son tableau de l'Ordre~~ élit ~~en outre~~ le vice-président du conseil de l'Ordre, issu de cette profession.

(2) Un membre du conseil de l'Ordre ne peut représenter plus d'une profession de l'Ordre, même s'il est inscrit sur plusieurs tableaux de l'Ordre.

~~(2)~~ (3) Les mandats des membres du conseil de l'Ordre expirent à l'assemblée générale annuelle qui se tient au cours du second trimestre de la deuxième année qui suit l'année de leur élection. Les mandats sont renouvelables.

Le conseil de l'Ordre peut nommer des membres de l'assemblée générale par cooptation au conseil de l'Ordre pour remplacer des vacances de siège. Les membres du conseil de l'Ordre nommés par cooptation achèvent le mandat des membres qu'ils remplacent.

**Art. 26.** Le conseil de l'Ordre ~~l'Ordre~~ désigne parmi ses membres un secrétaire et un trésorier.

**Art. 27.** (1) Le conseil de l'Ordre a tous les pouvoirs qui ne sont pas réservés à l'assemblée générale ou au conseil de discipline.

(2) Le président du conseil de l'Ordre représente l'Ordre judiciairement et extrajudiciairement. En cas d'indisponibilité de celui-ci, ses fonctions sont assumées par le vice-président, ou en cas d'indisponibilité de ceux-ci, par un membre du conseil de l'Ordre désigné à cet effet.

Les procès-verbaux des séances du conseil de l'Ordre sont rédigés par écrit et sont contresignés par le président de la séance.

Le trésorier effectue les recettes et dépenses autorisées par le conseil de l'Ordre; ~~il~~ rend ses comptes à la fin de chaque année au conseil de l'Ordre qui les arrête et les soumet à l'assemblée générale annuelle ensemble avec le budget.

**Art. 28.** (1) Le conseil de l'Ordre est convoqué par le président chaque fois qu'il le juge nécessaire, ou à la demande de deux autres membres du conseil de l'Ordre, au moins huit jours à l'avance, sauf en cas d'urgence.

La convocation contient le lieu, la date, l'heure et l'ordre du jour de la séance.

La convocation peut se faire sous toutes formes écrites.

(2) Le conseil de l'Ordre ne peut délibérer valablement que si la majorité au moins de ses membres sont présents ou représentés. Chaque membre du conseil de l'Ordre ne peut représenter qu'un seul autre membre du conseil de l'Ordre.

Les séances du conseil de l'Ordre sont présidées par le président ou, en cas d'indisponibilité de celui-ci, par le vice-président ou, en cas d'indisponibilité de celui-ci, par un membre du conseil de l'Ordre désigné à cet effet.

Les décisions du conseil de l'Ordre sont prises à la majorité des voix des membres présents et représentés. Le président de séance a une voix prépondérante en cas de partage des voix.

**Art. 29.** Les réunions du conseil de l'Ordre peuvent se tenir sans la présence physique des membres par visioconférence ou tout autre moyen de télécommunication permettant leur identification.

Les membres du conseil de l'Ordre peuvent voter à distance par écrit ou sous forme électronique permettant leur identification et sous réserve que le texte intégral des résolutions ou décisions à prendre aura été publié ou leur aura été communiqué.

### Section 3 – Conseil de discipline

**Art. 30.** (1) Le conseil de discipline est composé du président du tribunal d'arrondissement de Luxembourg ou du juge du tribunal d'arrondissement de Luxembourg qui le remplace, comme président, et de deux assesseurs par profession de l'Ordre qui sont élus par l'assemblée générale parmi ses membres.

Le greffier en chef du tribunal d'arrondissement à Luxembourg ou le greffier du tribunal d'arrondissement à Luxembourg qui le remplace, remplit la fonction de greffier auprès du conseil de discipline.

(2) ~~Les assesseurs sont élus par l'assemblée générale parmi ses membres.~~

Chaque profession de l'Ordre élit ~~ses deux représentants~~ assesseurs au ~~Conseil~~ conseil de discipline, issus de cette profession.

Un assesseur ne peut représenter plus d'une profession de l'Ordre, même s'il est inscrit sur plusieurs tableaux de l'Ordre.

(3) Les mandats des assesseurs expirent à l'assemblée générale annuelle qui se tient au cours du second trimestre de la deuxième année qui suit l'année de leur élection. Les mandats sont renouvelables.

Le conseil de discipline peut nommer des membres de l'assemblée générale par cooptation pour remplacer des vacances de siège(s) d'assesseurs. Les assesseurs nommés par cooptation achèvent le mandat des assesseurs qu'ils remplacent.

~~(3)~~ (4) La qualité de membre du conseil de l'Ordre est incompatible avec celle d'assesseur.

**Art. 31.** Pour chaque affaire le président du conseil de discipline désigne parmi les assesseurs les deux assesseurs qui siégeront.

A cet effet, il compose le conseil de discipline de façon à ce qu'au moins un des assesseurs relève de la même profession que la personne poursuivie.

En cas d'empêchement des assesseurs désignés, le président les remplace en respectant les règles de composition prévues à l'alinéa ~~2~~ qui précède.

En cas d'empêchement de tous les assesseurs issus de la profession à laquelle appartient la personne poursuivie, le président du conseil de discipline désignera un ancien membre du conseil de l'Ordre, issu de cette profession, comme assesseur.

**Art. 32.** (1) Ne peuvent siéger au conseil de discipline :

- 1° les personnes qui sont ~~associé,~~ employeur ou salarié de la personne poursuivie, son conjoint ou partenaire au sens de la loi modifiée du 9 juillet 2004 relative aux effets légaux de certains partenariats, ses parents ou alliés et les parents et alliés de son conjoint ou partenaire jusqu'au degré de cousin issu de germain inclusivement ;
- 2° les personnes qui sont ~~associé,~~ employeur ou salarié de la personne plaignante, son conjoint ou partenaire au sens de la loi modifiée du 9 juillet 2004 relative aux effets légaux de certains partenariats, ses parents ou alliés et les parents et alliés de son conjoint ou partenaire jusqu'au degré de cousin issu de germain inclusivement.

(2) Les membres du conseil de discipline qui estiment devoir s'abstenir de siéger pour d'autres motifs que ceux énoncés au paragraphe 1<sup>er</sup> sont tenus d'en informer par écrit le président du conseil de discipline dans un délai de huit jours à compter de leur convocation. Le président du conseil de discipline décide s'il y a lieu ou non à abstention de siéger.

**Art. 33.** Le conseil de discipline exerce le pouvoir disciplinaire sur les personnes inscrites à aux tableaux de l'Ordre et aux registres au registre des prestataires d'un Etat membre en raison de :

- 1° la violation des prescriptions légales et réglementaires concernant l'exercice de leur profession et des règles professionnelles ~~y relatives~~ visées à l'article 12, paragraphe 1<sup>er</sup> ;

- 2° fautes et négligences professionnelles ;
- 3° faits contraires à la délicatesse ou à la dignité professionnelles, à l'honneur ou à la probité.

### **Chapitre 96 – Sanctions et procédure disciplinaire**

**Art. 4034.** (1) Les sanctions disciplinaires sont, dans l'ordre de leur gravité :

- 1° l'avertissement ;
- 2° la réprimande ;
- 3° l'amende de 500 à 20\_000 euros ;
- 4° la suspension de l'exercice de la profession pour une durée qui ne peut être inférieure à quinze jours ni supérieure à trois ans ;
- 5° l'interdiction définitive d'exercer la profession.

Les sanctions énumérées à l'alinéa 1<sup>er</sup> ne sont pas cumulatives.

Le conseil de discipline peut, à titre complémentaire, interdire à la personne sanctionnée de faire partie du conseil de l'Ordre et du conseil de discipline pendant un délai qui ne peut excéder six ans.

(2) L'amende est rendue exécutoire par le président du tribunal d'arrondissement du ressort de la personne condamnée. Elle est recouvrée par l'Administration de l'enregistrement, ~~et~~ des domaines et de la TVA au profit de l'Etat.

(3) Le ministre retire temporairement ou définitivement l'autorisation d'établissement aux personnes ayant fait l'objet de sanctions décrites au paragraphe 1<sup>er</sup>, points 4° et 5°, et qui sont passées en force de chose décidée.

(4) Au cas où une sanction est prononcée, les frais provoqués par la poursuite disciplinaire sont mis à charge de la personne sanctionnée. Dans le cas contraire, ils restent à charge du conseil de l'Ordre.

**Art. 4135.** L'action disciplinaire se prescrit par cinq ans à compter du jour où le fait visé à l'article 33 a été commis.

Au cas où le fait constitue en même temps une infraction à la loi pénale, la prescription de l'action disciplinaire n'est en aucun cas acquise avant la prescription de l'action publique.

**Art. 4236.** Le président du conseil de l'Ordre instruit les affaires dont il est saisi soit par le Procureur d'Etat, soit sur réclamation ou dont il se saisit d'office.

Il défère l'affaire au conseil de discipline s'il estime que les faits rentrent dans une des hypothèses visées à l'article 33. Il est tenu de déférer au conseil de discipline les affaires dont il est saisi à la requête du procureur d'Etat.

*Il peut déléguer ses pouvoirs d'instruction et de saisine à un autre membre du conseil de l'Ordre.*

**Art. 4337.** *Avant de saisir le conseil de discipline, le président du conseil de l'Ordre dresse un rapport des faits qui ont motivé l'instruction.*

**Art. 4438.** *La personne poursuivie est citée devant le conseil de discipline à la diligence du président du conseil de l'Ordre au moins quinze jours avant ~~la séance~~ l'audience. La citation contient les griefs formulés à son encontre.*

*La personne poursuivie peut prendre inspection du dossier au secrétariat du conseil de l'Ordre ou peut se faire délivrer copie à ses frais.*

**Art. 4539.** *La personne poursuivie comparaît en personne. Elle peut se faire assister par un avocat. Si elle ne comparaît pas, il est statué par décision par défaut non susceptible d'opposition.*

**Art. 4640.** *A l'ouverture de ~~la séance~~ l'audience du conseil de discipline, le président du conseil de discipline expose l'affaire et donne lecture des pièces.*

*Le conseil de discipline entend ensuite successivement la partie plaignante, s'il y en a, les témoins qui, en cas de huit clos se retirent après avoir déposé, la personne poursuivie et le président du conseil de l'Ordre ou le membre du conseil de l'Ordre ayant procédé à l'instruction en ses conclusions.*

*Le procès-verbal de ~~la séance~~ l'audience est dressé par ~~un membre du conseil de discipline désigné à cet effet par le président du conseil de discipline~~ le greffier.*

**Art. 4741.** *Le conseil de discipline peut ordonner des enquêtes et des expertises. Les enquêtes sont faites soit par le conseil de discipline, soit par un de ses membres.*

*Les témoins et experts comparaisant devant le conseil de discipline ou ses délégués sont entendus sous la foi du serment.*

*Les témoins qui refusent de comparaître ou de déposer sont passibles des peines prévues à l'article 77 du Code de procédure pénale. Ces peines sont prononcées par le tribunal correctionnel sur réquisition du ministère public. Le tribunal correctionnel peut en outre ordonner que le témoin défaillant ~~sera~~ soit contraint par corps à venir donner son témoignage.*

**Art. 4842.** ~~Les séances-audiences du conseil de discipline sont publiques. Toutefois, le huis clos peut être ordonné à la demande de la personne poursuivie ou si des faits touchant à des intérêts vitaux de tiers doivent être évoqués dans les débats.~~

~~Les séances du conseil de discipline peuvent se tenir sans présence physique par visioconférence ou tout autre moyen de télécommunication permettant l'identification des membres du conseil de discipline, de la personne comparissant devant le conseil de discipline et des témoins entendus.~~

**Art. 4943.** Les délibérations du conseil de discipline sont secrètes. Les décisions sont prises à la majorité absolue des voix et sont signées par tous les membres du conseil de discipline. Elles sont motivées et lues en ~~séance~~ audience publique.

**Art. 5044.** Les lettres et citations à la personne poursuivie, aux témoins et aux experts sont signées par le président du conseil de l'Ordre. Les expéditions des décisions du conseil de discipline sont signées par le président du conseil de discipline.

Les citations et notifications sont envoyées sous pli recommandé par la poste ou par exploit d'huissier.

**Art. 5145.** Les décisions du conseil de discipline sont notifiées à la personne poursuivie et exécutées à la diligence du Président du conseil de l'Ordre. Une expédition est transmise au président du conseil de l'Ordre et au procureur général d'Etat.

Les minutes des décisions sont déposées et conservées au conseil de discipline. Une copie ne peut en être délivrée que sur autorisation du président du conseil de discipline.

**Art. 5246.** Les décisions du conseil de discipline peuvent être attaquées par la voie d'appel, tant par le condamné que par le président du conseil de l'Ordre et le procureur général d'Etat.

L'appel est porté devant la chambre civile de la Cour d'appel, qui statue par un arrêt définitif.

L'appel est déclaré au greffe de la Cour dans le délai ~~d'un mois de quarante jours~~, sous peine de déchéance. Le délai court pour le membre condamné du jour où la décision lui a été notifiée, et pour le président du conseil de l'Ordre et le procureur général d'Etat, du jour où l'expédition de la décision lui a été remise. L'affaire est traitée comme urgente, et les débats ont lieu en audience publique. ~~Toutefois le huis clos peut être ordonné à la demande du membre poursuivi ou si des faits touchant à des intérêts vitaux de tiers doivent être évoqués dans les débats.~~ L'appel et le délai pour interjeter appel contre la décision ont un effet suspensif.

**Art. 5347.** (1) Les sanctions visées à l'article 4034, paragraphe 1<sup>er</sup>, points 4° et 5°, sont portées à la connaissance du public à la diligence du président du conseil de l'Ordre, par publication

sur le site internet de l'Ordre aussitôt que les décisions prononcées ont acquis force de chose décidée.

La publication est supprimée dès que la sanction cesse de produire effet ou après trois ans pour toute sanction prononçant l'interdiction définitive d'exercer la profession.

Si une des sanctions visées à l'alinéa 1<sup>er</sup> est prononcée à l'encontre d'un prestataire ~~ressortissant d'un Etat membre ou d'un Etat tiers~~, le président du conseil de l'Ordre en informe ~~le~~ l'Ordre professionnel auprès duquel la personne sanctionnée est inscrite.

(2) La suspension entraîne la défense absolue pour la personne à l'encontre de laquelle elle est prononcée d'exercer sa profession pendant le délai de la suspension.

(3) Le prestataire ~~ressortissant d'un Etat membre ou d'un Etat tiers~~ qui est puni de la suspension ou de l'interdiction d'exercer sa profession au Luxembourg ne peut pas effectuer de prestation de services au Luxembourg pendant la durée de la suspension ou de l'interdiction.

## **Chapitre 7 – Protection du titre professionnel des professions de l'Ordre et des prestataires d'un Etat membre**

**Art. 48.** Nul ne peut porter le titre professionnel d'une profession de l'Ordre ou le titre professionnel de l'Etat membre d'origine d'un prestataire d'un Etat membre sans être inscrit pour cette profession aux tableaux de l'Ordre ou au registre des prestataires d'un Etat membre.

## **Chapitre 8 – Exercice des professions de l'Ordre par des ~~ressortissants~~ prestataires d'un Etat membre ~~ou d'un Etat tiers~~**

**Art. 3449.** Le ~~ressortissant~~ prestataire d'un Etat membre qui souhaite exercer sa profession au Grand-Duché de Luxembourg de manière temporaire et occasionnelle ~~doit faire~~ informe le ministre par une déclaration écrite préalable au ministre, conformément à l'article 7 de la loi modifiée du 28 octobre 2016 relative à la reconnaissance des qualifications professionnelles.

~~Lors de la première prestation de services ou en cas de changement matériel relatif à la situation établie par les documents, la déclaration doit être accompagnée des documents suivants:~~

~~1° une preuve de la nationalité du prestataire;~~

~~2° une attestation certifiant que le détenteur est légalement établi dans un Etat membre pour y exercer les activités en question, qu'il n'encourt, lorsque l'attestation est délivrée, aucune interdiction même temporaire d'exercer et, s'il y a lieu, une preuve d'inscription à l'Ordre professionnel de l'Etat d'établissement;~~

~~3° lorsque la profession n'est pas réglementée dans l'Etat membre d'établissement, une preuve par tout moyen, confirmant que le prestataire a exercé les activités en question pendant au moins une année au cours des dix années précédentes;~~

~~4° une preuve des qualifications professionnelles requises pour la profession;~~

~~5° une preuve attestant de la couverture d'une assurance de la responsabilité professionnelle telle que visée à l'article 6.~~

~~La déclaration est renouvelée une fois par an si la personne envisage d'exercer son activité professionnelle de manière temporaire ou occasionnelle au cours de l'année concernée.~~

~~**Art. 35.** Le ministre peut autoriser le ressortissant d'un Etat tiers à réaliser un projet déterminé au Grand-Duché de Luxembourg.~~

~~L'autorisation est valable pour un an et peut être renouvelée sur demande du prestataire ressortissant d'un Etat tiers.~~

~~Lors de la première demande ou en cas de changement matériel relatif à la situation établie par les documents, la demande doit être accompagnée des documents énumérés à l'article 34, alinéa 2, points 1°, 2°, 4° et 5°.~~

**Art. 3650.** Les ~~ressortissants des~~ prestataires d'un Etat membres et des Etats tiers sont soumis aux règles professionnelles, réglementaires ou administratives en rapport direct avec les qualifications professionnelles telles que la définition de la profession, l'usage des titres et les fautes professionnelles qui ont un lien direct et spécifique avec la protection et la sécurité des consommateurs, ainsi qu'aux dispositions disciplinaires applicables au Grand-Duché de Luxembourg aux personnes qui y exercent la même profession.

**Art. 3751.** Tout ~~ressortissant~~ prestataire d'un Etat membre qui a fait une déclaration ~~écrite~~ préalable pour l'une des professions de l'Ordre est inscrit d'office, et sans frais, au registre des prestataires ~~ressortissants~~ d'un Etat membre avec son titre d'origine.

~~A cette fin, le~~ Le ministre transmet une copie de toute déclaration écrite qu'il reçoit au président du conseil de l'Ordre, les informations suivantes relatives à tout certificat de déclaration préalable émis pour une personne morale :

- 1° la dénomination et le siège social de la personne morale ;
- 2° le cas échéant, un numéro d'immatriculation au registre de commerce et des sociétés de l'Etat membre d'origine ;
- 3° le numéro de téléphone et l'adresse électronique ;
- 4° le numéro ou la copie du certificat de déclaration préalable ;
- 5° les coordonnées personnelles des mandataires sociaux dont les noms et prénoms, l'adresse professionnelle, le numéro de téléphone, l'adresse électronique ;
- 6° une preuve des qualifications professionnelles des mandataires sociaux ;
- 7° les informations relatives aux couvertures d'assurance concernant la responsabilité professionnelle.

Le ministre transmet au président du conseil de l'Ordre les informations suivantes relatives à tout certificat de déclaration préalable émis pour une personne physique :



- 1° les coordonnées personnelles dont les noms et prénoms, l'adresse professionnelle, le numéro de téléphone, l'adresse électronique ;
- 2° le numéro ou la copie du certificat de déclaration préalable ;
- 3° une preuve des qualifications professionnelles requises pour exercer la profession de l'Ordre ;
- 4° les informations relatives aux couvertures d'assurance concernant la responsabilité professionnelle.

**Art. 52.** L'inscription d'un prestataire d'un Etat membre au registre des prestataires d'un Etat membre ne peut être soumise à des frais ou cotisations, y compris la cotisation annuelle des membres de l'Ordre visée à l'article 14.

~~**Art. 38.** Le ressortissant d'un Etat tiers qui a obtenu l'autorisation prévue à l'article 35 est inscrit d'office au registre des prestataires ressortissants d'un Etat tiers avec son titre d'origine.~~

~~A cette fin, le ministre transmet au président du conseil de l'Ordre copie de toute autorisation octroyée.~~

**Art. 53.** (1) Le registre des prestataires d'un Etat membre affiche pour toute personne morale, y inscrite :

- 1° la dénomination de la personne morale ;
- 2° le siège social, le cas échéant, l'adresse du lieu d'exploitation si elle est différente du siège social, un numéro de téléphone et une adresse électronique ;
- 3° le cas échéant, un numéro d'immatriculation au registre de commerce et des sociétés de l'Etat membre d'origine ;
- 4° les coordonnées personnelles des mandataires sociaux dont les noms et prénoms, l'adresse professionnelle, le numéro de téléphone, l'adresse électronique ;
- 5° le titre professionnel porté par les mandataires sociaux dans l'Etat membre d'origine ;
- 6° le numéro et la durée de validité du certificat de déclaration préalable ;
- 7° les informations relatives aux couvertures d'assurance concernant la responsabilité professionnelle ;
- 8° la date de première inscription au registre des prestataires d'un Etat membre.

Le registre des prestataires d'un Etat membre affiche pour toute personne physique, y inscrite :

- 1° les coordonnées personnelles dont les noms et prénoms, l'adresse professionnelle, le numéro de téléphone, l'adresse électronique;
- 2° l'adresse professionnelle, un numéro de téléphone et une adresse électronique;
- 3° le titre professionnel porté dans l'Etat membre d'origine;
- 4° le numéro et la durée de validité du certificat de déclaration préalable;
- 5° les informations relatives aux couvertures d'assurance concernant la responsabilité professionnelle ;
- 6° la date de première inscription au registre des prestataires d'un Etat membre.

(2) Un règlement grand-ducal peut déterminer les modalités de mise en œuvre du présent article.

**Art. ~~39~~54.** Les registres des prestataires d'un Etat membre ~~est~~ sont est publiés sur le site internet de l'Ordre.

~~Un règlement grand-ducal détermine les informations figurant sur ces registres.~~

### **Chapitre ~~40~~9 – Dispositions pénales**

**Art. ~~54~~55.** ~~L'exercice d'une profession de l'Ordre en violation des articles 10, 34, 35 et 53, paragraphes 2 et 3~~ Quiconque exerce une profession de l'Ordre sans être inscrit pour cette profession aux tableaux de l'Ordre ou au registre des prestataires d'un Etat membre est puni d'une amende de ~~5.000 à 25.000~~ 5 000 à 25 000 euros et d'un emprisonnement de huit jours à six mois ou d'une de ces peines seulement, en ce qui concerne les personnes physiques et d'une amende de ~~40.000 à 50.000~~ 10 000 à 50 000 euros en ce qui concerne les personnes morales.

Il en est de même pour quiconque exerce une profession de l'Ordre en violation de l'article 47, paragraphes 2 et 3, ou de l'article 48.

### **Chapitre ~~41~~10 – Dispositions modificatives et abrogatoires**

**Art. ~~55~~56.** A l'article 14 ~~octies~~, paragraphe 3, de la loi modifiée du 25 février 1979 concernant l'aide au logement la partie de phrase « Le certificat est établi par un architecte ou un ingénieur-conseil au sens de la loi du 13 décembre 1989 portant organisation des professions d'architecte et d'ingénieur-conseil » est remplacée par « Le certificat est établi par un architecte ou un ingénieur-conseil du secteur de la construction inscrit ~~à~~ aux tableaux de l'Ordre des architectes, architectes d'intérieur, architectes-paysagistes, géomètres, ingénieurs-conseils du secteur de la construction et urbanistes/aménageurs ou ~~à l'un des registres~~ au registre des prestataires d'un Etat membre visés par la loi du jj.mm.aaaa sur l'exercice des professions libérales des secteurs de la construction et de l'aménagement du territoire ».

**Art. ~~56~~57.** A l'article 9 de la loi modifiée du 5 août 1993 concernant l'utilisation rationnelle de l'énergie, la partie de phrase « Les architectes et ingénieurs-conseils dont la profession est définie par la loi du 13 décembre 1989, doivent obligatoirement joindre à tout projet à caractère architectural tel que défini à l'article 4 de la loi précitée » est remplacée par « Les architectes et ingénieurs-conseils du secteur de la construction ~~doivent obligatoirement joindre~~ joignent à tout projet tel que visé à l'article 3, paragraphe 1<sup>er</sup>, alinéa 2, de la loi du jj.mm.aaaa sur l'exercice des professions libérales des secteurs de la construction et de l'aménagement du territoire »).

**Art. ~~57~~58.** Les articles 2 et 3 de la loi modifiée du 25 juillet 2002 portant création et réglementation des professions de géomètre et de géomètre officiel sont abrogés.

**Art. 5859.** La loi modifiée du 19 juillet 2004 concernant l'aménagement communal et le développement urbain est modifiée comme suit :

- 1° L'article 7, paragraphe 2, alinéa 2, première phrase, est remplacé comme suit : « Par personne qualifiée au sens du présent article, on entend un urbaniste/aménageur inscrit ~~à~~ aux tableaux de l'Ordre des architectes, architectes d'intérieur, architectes-paysagistes, géomètres, ingénieurs-conseils du secteur de la construction et urbanistes/aménageurs, ou ~~à l'un des~~ au registres des prestataires d'un Etat membre visés par la loi du jj.mm.aaaa sur l'exercice des professions libérales des secteurs de la construction et de l'aménagement du territoire ».
- 2° A l'article 27, paragraphe 3, la partie de phrase « homme de l'art tel que visé à l'article 1<sup>er</sup> de la loi précitée du 13 décembre 1989 » est remplacée par « un architecte, un ingénieur-conseil du secteur de la construction, ou un géomètre inscrit à aux tableaux de l'Ordre des architectes, architectes d'intérieur, architectes-paysagistes, géomètres, ingénieurs-conseils du secteur de la construction et urbanistes/aménageurs, ou ~~à l'un des~~ au registres des prestataires d'un Etat membre visés par la loi du jj.mm.aaaa sur l'exercice des professions libérales des secteurs de la construction et de l'aménagement du territoire ».

**Art. 5960.** A l'article 7, paragraphe 5, de la loi modifiée du 28 octobre 2016 relative à la reconnaissance des qualifications professionnelles après les mots « professions libérales » sont ajoutés les mots « à l'exception des professions d'architecte, architecte d'intérieur, architecte-paysagiste, géomètre, ingénieur-conseil du secteur de la construction et urbaniste/aménageur ».

**Art. 6061.** La loi du 13 décembre 1989 portant organisation des professions d'architecte et d'ingénieur-conseil est abrogée.

### **Chapitre ~~4211~~– Dispositions transitoires**

**Art. 6162.** Toute personne physique ou morale qui est inscrite ~~à~~ aux tableaux de l'Ordre des architectes et des ingénieurs-conseils au jour de l'entrée en vigueur de la présente loi et qui remplit les conditions de la présente loi, est inscrite de plein droit au nouveau tableau de sa profession.

**Art. 6263.** Le conseil de l'Ordre et le conseil de discipline qui sont en fonction au moment de l'entrée en vigueur de la présente loi restent en fonction jusqu'à la prochaine assemblée générale annuelle.

**Art. 6364.** La première période de référence pour la formation professionnelle continue visée à l'article 7 débute le 4<sup>em</sup> premier jour du troisième mois suivant l'entrée en vigueur de la présente loi.

**Art. ~~64~~65.** Toute personne physique ou morale qui est titulaire d'une autorisation d'établissement au moment de l'entrée en vigueur de la présente loi dispose d'un délai d'un an suivant l'entrée en vigueur de la présente loi pour se mettre en conformité avec les dispositions prévues à l'article ~~56~~.

### **Chapitre ~~43~~12 – Disposition finale**

**Art. ~~65~~66.** La référence à la présente loi ~~peut se faire~~ fait sous ~~une~~ la forme ~~abrégée en~~ recourant à l'intitulé suivante : « ~~Loi~~ loi du jj.mm.aaaa sur l'exercice des professions libérales des secteurs de la construction et de l'aménagement du territoire ».

\*

**Projet de loi n°7932 sur l'exercice des professions libérales  
des secteurs de la construction et de l'aménagement du territoire****Tableau récapitulatif PDL7932 vs propositions OAI  
ad indépendance professionnelle**

La version actuelle du projet de loi n°7932 ne tient absolument pas compte de la complexité de la question posée en ce qui concerne **l'indépendance professionnelle**.

Elle ne traite que partiellement les incompatibilités entre **l'exercice des professions OAI et celui d'autres activités**.

En ce qui concerne le capital de bureaux membres OAI, la seule condition est qu'au moins la majorité du capital et des droits de vote doit être détenue par des personnes qualifiées. Par contre, il n'y a aucune limitation en ce qui concerne les activités des **personnes (physiques ou morales ; qualifiées ou non) investissant dans un bureau membre OAI ou encore leur investissement en parallèle dans d'autres activités**.

Il n'y a pas non plus de conditions limitant **les activités dans lesquelles les dirigeants d'un bureau membre OAI** (dirigeant(s) de droit ou de fait, mandataires sociaux, administrateurs et gérants statutaires) **peuvent être actifs ou investir**.

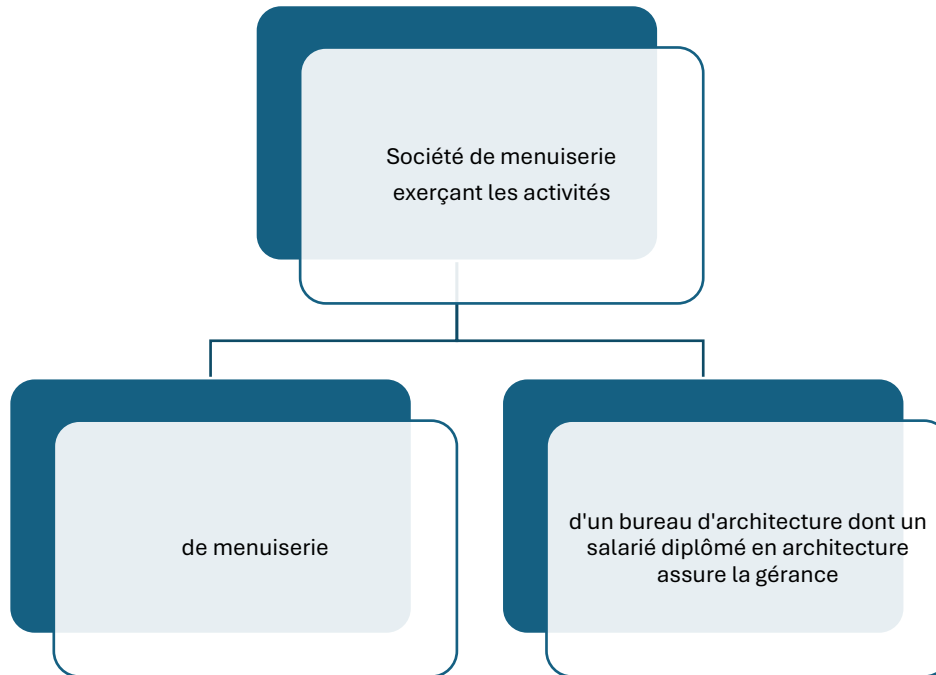
<b>Sommaire</b>	<b>Page</b>
I. Activités incompatibles .....	2
II. Autorisations d'établissement .....	4
III. Composition du capital social .....	4
IV. Dirigeants de la société .....	8

## I. ACTIVITÉS INCOMPATIBLES

**Art. 5. « L'inscription à l'Ordre est incompatible avec les activités d'administrateur de biens, d'agent immobilier, de promoteur immobilier, d'entrepreneur de construction ou de génie civil, d'installateur chauffage-sanitaire-frigoriste, d'électricien, d'installateur d'ascenseurs, de monte-charges, d'escaliers mécaniques et de matériel de manutention et de charpentier couvreur-ferblantier ».**

Prévu par le projet de loi	Observations OAI / critiques	Solutions à discuter
1. <b>Interdiction d'une inscription à l'Ordre en cas d'activités incompatibles</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Quid si par « erreur » une personne obtient une autorisation d'établissement. En principe inscription d'office (art 4(2)) à l'OAI.</li> <li>- Quid si postérieurement à l'inscription, le titulaire exerce des activités incompatibles.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Révocation de l'autorisation d'établissement.</li> <li>- Désinscription par l'OAI (implique actuellement une procédure disciplinaire aboutissant à une décision de radiation de l'Ordre).</li> </ul>
2. <b>Liste exhaustive et limitative des activités incompatibles</b>	<p>Autres activités incompatibles omises (*)</p> <p>(*) Vendeur de matériaux de construction Vendeur d'équipements techniques de l'ouvrage, Vendeur de meubles</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Compléter la liste des activités incompatibles (*)</li> <li>- Maintenir un principe général (**)</li> <li>- Dispositions complémentaires dans le futur Règlement d'Ordre Intérieur (ROI) de l'OAI ?</li> </ul> <p>(**) Interdiction de « toute activité de nature à porter atteinte à l'indépendance professionnelle ».</p>
3. <b>Obligation à charge du titulaire d'une profession OAI et uniquement « directement ».</b>	<p>Possibilité de mener des activités incompatibles indirectement par personnes interposées.</p> <p>Le dirigeant d'une société d'architecture peut être actionnaire majoritaire d'une société de construction. Il ne s'agit pas pour la personne physique de l'exercice d'une activité incompatible, l'intéressé étant simplement actionnaire voire dirigeant de fait.</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Interdire les activités incompatibles également « indirectement » (*)</li> </ul> <p>(*) Les personnes physiques et morales inscrites aux tableaux de l'Ordre ou au registre des prestataires d'un État membre ne peuvent accomplir les actes réputés incompatibles ni directement, ni indirectement, ni par personne interposée.</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Complété par ROI ?</li> <li>- Introduire aussi l'interdiction du « compéragé » ?</li> </ul>

**Exemple d'un schéma (simplifié) illustrant une situation possible selon la version actuelle du projet de loi**



Selon les dispositions actuelles du projet de loi, ce schéma est parfaitement licite, alors que l'activité de menuisier n'est pas incompatible avec celle d'architecte.

## II. AUTORISATIONS D'ÉTABLISSEMENT

**Art. 6.** « Sans préjudice des conditions prévues par la loi modifiée du 2 septembre 2011 réglementant l'accès aux professions d'artisan, de commerçant, d'industriel ainsi qu'à certaines professions libérales:

1° Une personne physique ou morale détentrice d'une autorisation d'établissement pour une activité incompatible en vertu de l'article 5 ne peut pas détenir une autorisation d'établissement pour une profession de l'Ordre ;

2° Une personne physique ou morale détentrice d'une autorisation d'établissement pour une profession de l'Ordre ne peut détenir une autorisation d'établissement pour une activité qui est incompatible en vertu de l'article 5

Prévu par le projet de loi	Observations OAI / critiques	Solutions à discuter
1. <b>Un membre OAI ne peut obtenir une autorisation d'établissement pour une activité incompatible (selon art. 5).</b>	Liste incomplète des activités incompatibles.  Un membre OAI peut investir et avoir des intérêts dans une société incompatible, par exemple une entreprise de construction (la détention de parts n'équivaut pas à l'exercice d'une activité incompatible).	Modifier l'art. 5 (voir ci-dessus) pour compléter la liste des activités incompatibles.  Ajouter à l'article 6 :  « Une personne physique ou morale visée au point 2° ne peut détenir ni directement ni indirectement des participations dans des sociétés dont les activités sont incompatibles en vertu de l'article 5;
2. <b>Un tiers exerçant une activité incompatible ne peut obtenir une autorisation d'établissement pour une « profession OAI ».</b>	Un tiers exerçant des activités incompatibles peut toutefois être actionnaire d'une société exerçant une Profession OAI. Voir aussi observation sur le volet « capital social ».	Compléter l'article 6 pour garantir l'intégrité du capital social (cf. point suivant).

## III. COMPOSITION DU CAPITAL SOCIAL

**Art. 6**

3° une personne morale ne peut obtenir une autorisation d'établissement pour une profession de l'Ordre que pour autant que :

a) l'exercice de la profession de l'Ordre figure dans son objet social et que l'objet social ne comporte pas des activités qui sont incompatibles, en vertu de l'article 5, avec l'exercice de la profession de l'Ordre ;

b) la majorité absolue des titres et des droits de vote attachés aux titres soit détenue par des personnes physiques ayant les qualifications professionnelles requises pour exercer cette profession de l'Ordre ou par une personne morale qui remplit cette condition.

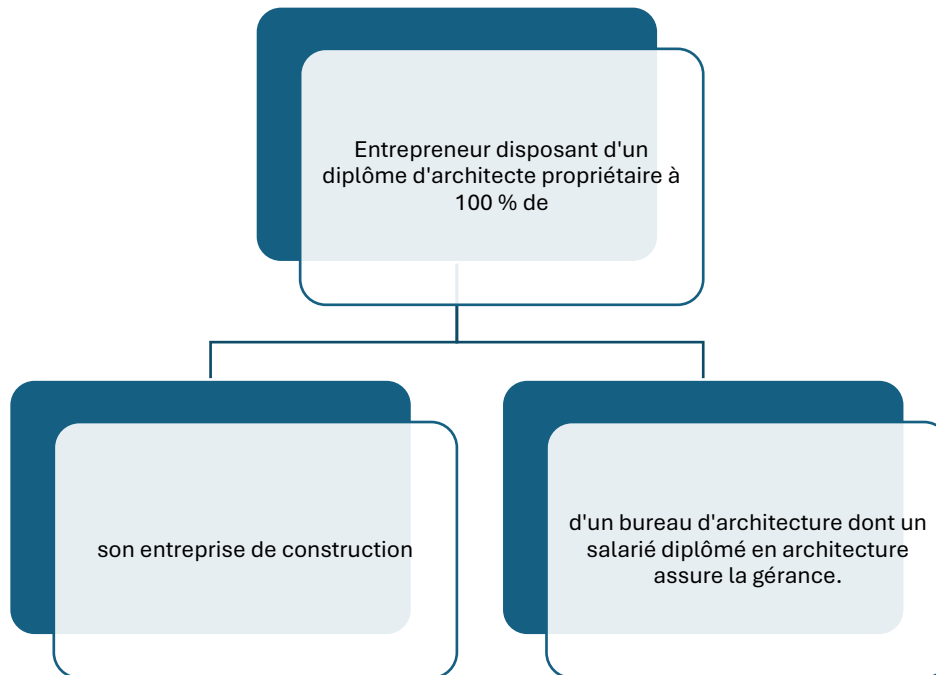
Le point 3°, lettre b), ne s'applique pas à une personne morale qui est titulaire d'une autorisation d'établissement pour une profession de l'Ordre.



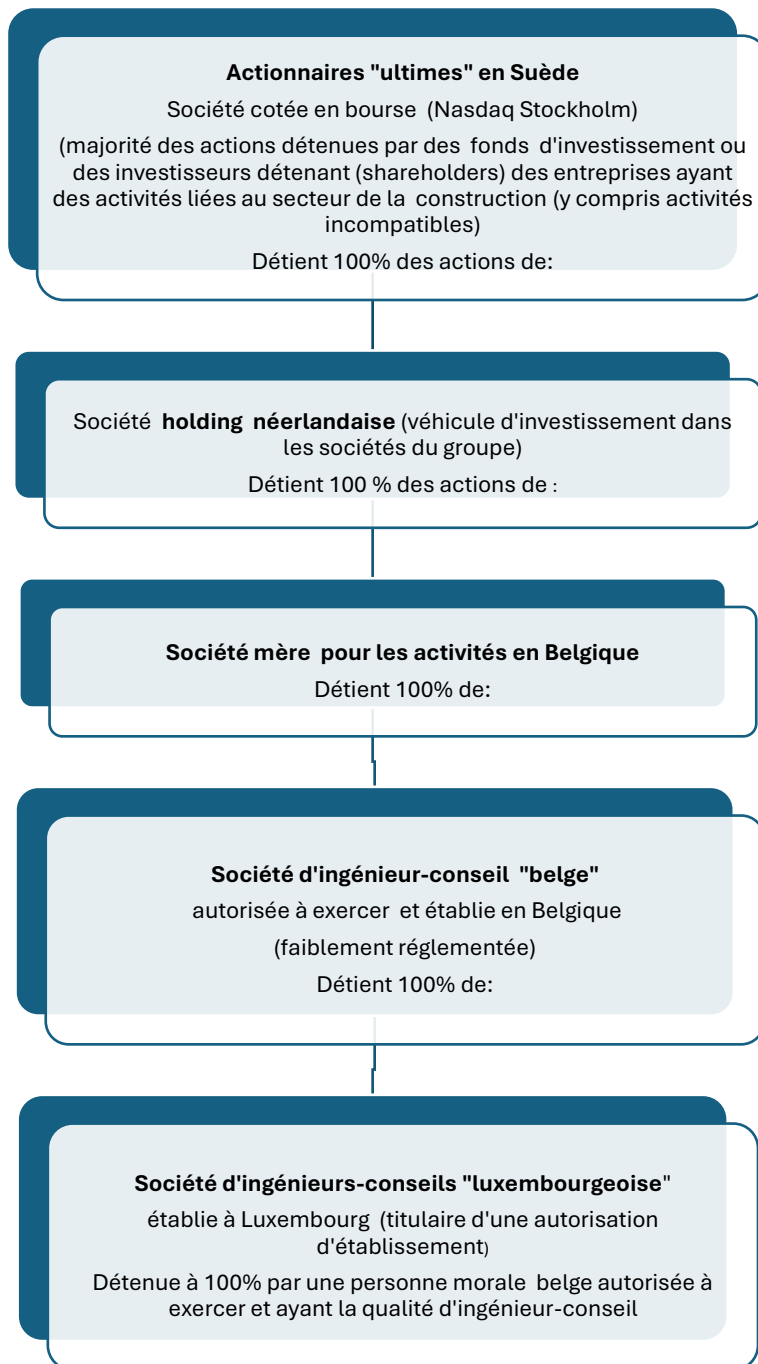
Prévu par le projet de loi	Observations OAI / critiques	Solutions à discuter
<p><b>1. La majorité (51%) des titres (et droits de vote) doit être détenue par des personnes physiques « ayant les qualifications requises pour exercer cette profession de l'Ordre ».</b></p>	<p>La règle repose uniquement sur la détention d'un diplôme d'architecte, d'ingénieur-conseil etc. Un entrepreneur de construction ayant par le passé obtenu un diplôme d'architecte peut donc être actionnaire majoritaire d'une société d'architecture....</p> <p>Un architecte fonctionnaire d'une commune pourrait être actionnaire majoritaire d'une société d'architecture exerçant cette profession libérale..</p> <p>La détention d'un diplôme d'une « Professions OAI » par la personne physique n'est pas un gage suffisant de son intégrité. Il pourrait s'agir d'une personne ayant des intérêts dans des entreprises de construction ou actives dans d'autres activités incompatibles.</p>	<p>Outre les qualifications professionnelles, il faut exiger que les personnes détentrices de la majorité du capital social soit titulaire d'une autorisation d'établissement.</p> <p>Il faut préciser que « les personnes physiques détentrices de titres et/ou des droits de vote relatifs à la personne morale exerçant une profession de l'Ordre ne détiennent pas par ailleurs des participations dans d'autres sociétés / et personnes morales dont les activités sont incompatibles en vertu de l'article 5 ».</p>
<p><b>2. La majorité du capital (51%) social peut être détenue par une personne morale titulaire d'une autorisation d'établissement pour une profession de l'Ordre.</b></p>	<p>La détention capitalistique n'est considérée qu'en « ligne directe ». Or, la règle risque d'être contournée en cas de cascade de sociétés. Ainsi, l'intégrité du capital social doit être vérifiée à tous les échelons, en remontant jusqu'aux actionnaires en « dernier ressort » (actionnaires « ultimes »).</p>	<p>Il faut préciser que « Les personnes morales détentrices de titres et/ou des droits de vote relatifs à la personne morale exerçant une profession de l'Ordre ne sont pas détenues / et ne détiennent pas par ailleurs des participations dans d'autres sociétés et/ou personnes morales dont les activités sont incompatibles en vertu de l'article 5 ».</p>
<p><b>3. Aucune disposition pour l'intégrité du capital restant (49%)</b></p>	<p>Il n'est pas admissible que le restant du capital (49%) ne soit pas protégé des activités incompatibles / conflit d'intérêts. L'article 5 n'est d'aucun secours puisqu'il porte sur l'exercice d'activités incompatibles (et non sur la détention actionnariale de sociétés incompatibles)</p>	<p>Il faut préciser que « Les autres titres et les droits de vote ne peuvent être détenus, ni directement ni indirectement, par une ou des personnes physiques ou morales exerçant des activités incompatibles en vertu de l'article 5, ou étant titulaire(s) d'une autorisation d'établissement pour une de ces activités incompatibles ».</p>

**Exemples de schémas (simplifiés) illustrant des situations réelles ou possibles selon la version actuelle du projet de loi :**

**Exemple 1 :**



Selon les dispositions actuelles du projet de loi, ce schéma est parfaitement licite, alors que, pour le bureau d'architectes, 1) 100% du capital est détenu par une personne disposant de la qualification professionnelle requise pour exercer la profession, 2) elle n'exerce pas d'activités incompatibles et 3) est indifférent (non considéré) le fait que les « actionnaires ultimes » aient des activités ou intérêts dans des entreprises de construction ou des activités incompatibles. Il s'agit pourtant d'un contournement de la règle d'intégrité du capital social.

**Exemple 2 :**

Selon les dispositions actuelles du projet de loi, ce schéma est parfaitement licite, alors que, pour la société luxembourgeoise : 1) la majorité du capital social est bien détenue par une personne morale remplissant la condition de la qualification professionnelle (société belge d'ingénieurs-conseils, autorisée à exercer) 2) elle n'exerce pas d'activités incompatibles et 3) est indifférent (non considéré) le fait que les « actionnaires ultimes » aient des activités ou intérêts dans des entreprises de construction ou des activités incompatibles. Il s'agit pourtant d'un contournement de la règle d'intégrité du capital social.

## IV. DIRIGEANTS DE LA SOCIÉTÉ

## Art. 6. (néant)

Prévu par le projet de loi	Observations OAI / critiques	Solutions à discuter
<b>Aucune disposition (au contraire par exemple de la loi française ou belge) concernant les dirigeants.</b>	<p>L'indépendance doit également être garantie à l'égard des dirigeants » au sens large, de droit ou de fait, de sorte qu'ils ne peuvent :</p> <p>En pratique, une <b>déclaration sur l'honneur</b> des dirigeants pourrait être exigée, par laquelle ils certifient remplir les conditions d'intégrité énoncées.</p>	<p>- Ajouter à l'article 6 :</p> <p>« Les dirigeant(s) de droit ou de fait, les mandataires sociaux, les administrateurs et les gérants statutaires ne peuvent</p> <p>- ni exercer des activités incompatibles en vertu de l'article 5,</p> <p>- ni être détenteur d'une autorisation d'établissement pour une activité incompatible en vertu de l'article 5,</p> <p>- ni détenir directement ou indirectement des participations dans des sociétés dont les activités sont incompatibles en vertu de l'article 5.</p>

Luxembourg, le 27 août 2024

Pour l'Ordre des Architectes et des Ingénieurs-Conseils

Michelle FRIEDERICI  
PrésidentePatrick NOSBUSCH  
Vice-PrésidentPierre HURT  
Directeur